



DOCUMENT D'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

du Vendredi 17 mai 2002 à 11h

à l'Hôtel Sheraton - Aéroport d'Amsterdam
101, Schiphol Boulevard,
1118 BG Amsterdam, Pays-Bas

ORDRE DU JOUR

1. Approbation du rapport du Conseil d'Administration,
2. Approbation des comptes annuels de l'exercice 2001,
3. Affectation du résultat ; distribution et date de paiement du dividende,
4. Quitus au Conseil d'Administration,
5. Renouvellement de la nomination des auditeurs pour l'exercice 2002,
6. Autorisation au Conseil d'Administration de racheter des actions de la Société.

Sommaire

- p.1** Agenda
- p.2** Texte des résolutions présentées par le Conseil d'Administration
- p.4** Rapport du Conseil d'Administration
- p.18** Comptes Consolidés d'EADS N.V.
- p.24** Notes annexes aux Comptes Consolidés
- p.58** Annexe : Informations sur les principales sociétés consolidées
- p.62** Comptes Statutaires d'EADS N.V.
- p.63** Notes aux Comptes Statutaires
- p.66** Informations supplémentaires – Rapport des Auditeurs

Information Actionnaires :

(appel gratuit)

France: 0800 01 2001
Allemagne: 00 800 00 02 2002
Espagne: 00 800 00 02 2002

@messagerie internet : comfi@eads.net



TEXTE DES RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PREMIÈRE RÉSOLUTION

Rapport du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale prend acte du rapport du Conseil d'Administration et l'approuve tel qu'il lui est présenté par le Conseil d'Administration.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

Adoption des comptes annuels de l'exercice 2001

L'Assemblée Générale adopte les comptes annuels audités relatifs à l'exercice commencé le 1^{er} janvier 2001 et clos le 31 décembre 2001, tels qu'ils lui ont été présentés par le Conseil d'Administration.

TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation du résultat ; fixation du dividende et de sa date de paiement

L'Assemblée Générale décide que sur le résultat net d'un montant de € 1.372 millions, tel qu'il ressort du compte de résultat de l'exercice 2001, la somme de € 967 millions est affectée aux réserves et le solde, soit € 405 millions, sera distribué aux actionnaires sous la forme d'un dividende brut d'un montant de € 0,50 par action le 28 Juin 2002.

TEXTE DES RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

QUATRIÈME RÉSOLUTION

Quitus au Conseil d'Administration pour sa gestion au cours de l'exercice 2001

L'Assemblée Générale donne quitus au Conseil d'Administration pour sa gestion au cours de l'exercice 2001, sous réserve que son activité soit reflétée dans les comptes annuels de l'exercice 2001.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement de la nomination des auditeurs pour l'exercice 2002

L'Assemblée Générale décide de nommer Arthur Andersen, domiciliée Prof. W. H. Keesomlaan 8, 1183 DJ Amstelveen, Pays-Bas, et KPMG Accountants N.V., domiciliée Churchillplein 6, 2517 JW The Hague, Pays-Bas, en qualité d'auditeurs pour l'exercice 2002.

SIXIÈME RÉSOLUTION

Autorisation au Conseil d'Administration de racheter des actions de la Société

L'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration, pour une période de 18 mois à compter de la date de la présente assemblée, à racheter des actions de la Société, sur tout marché boursier ou par tout autre moyen, dans la limite de 5% du capital social émis et à un prix qui ne peut être ni inférieur à la valeur nominale des actions ni supérieur à 110% du prix auquel les actions de la Société étaient cotées sur tout marché boursier la veille de ce rachat. Cette autorisation annule et remplace l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 10 mai 2001 en sa septième résolution.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mesdames, Messieurs, chers actionnaires

Nous avons convoqué aujourd'hui cette Assemblée Générale Annuelle de la société **European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V.** (au sein du présent document, les termes « EADS » ou la « Société », se réfèrent à EADS et ses filiales) afin :

- d'une part, de vous informer des résultats de la Société et de ses filiales pour l'exercice 2001 et de soumettre à votre approbation les comptes relatifs à cette période ; et
- d'autre part, de demander le renouvellement d'une autorisation financière que vous avez accordée au Conseil d'Administration (le « **Conseil** ») l'année dernière.

L'ensemble de la documentation qui vous a été remise et qui forme le « Document d'Assemblée Générale Annuelle » regroupe tous les rapports qui vous seront soumis, à savoir le présent rapport du Conseil ainsi que le rapport des auditeurs, Arthur Andersen et KPMG Accountants N.V. Ces documents incluent également les comptes statutaires et les comptes consolidés pour l'exercice 2001, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil, le 15 mars 2002, à la suite de la recommandation du Comité d'Audit, ainsi que le texte des résolutions qui sera soumis à votre approbation à la fin de la présente Assemblée Générale Annuelle.

Ce rapport se limite aux informations essentielles. Il est donc recommandé au lecteur de se reporter au texte du « Document de Référence », déposé auprès des autorités boursières à Paris, à Francfort et en Espagne, et/ou au Rapport Annuel pour obtenir des informations complémentaires.

APERÇU GÉNÉRAL

Avec un effectif de 102 967 personnes à fin 2001 et un chiffre d'affaires de 30,8 milliards d'euros en 2001, EADS est le leader européen de l'industrie aéronautique et de défense, et occupe le second rang mondial. En termes de part de marché, EADS compte parmi les deux plus grands fabricants d'avions commerciaux et d'hélicoptères civils, de lanceurs commerciaux et de missiles au monde. Il est aussi un important fournisseur d'avions militaires, de satellites et d'électronique de défense. En 2001, 80 % du chiffre d'affaires provenait de marchés civils et 20 % de marchés militaires.

La création d'EADS en juillet 2000 a marqué un tournant dans la consolidation des industries aérospatiale et de défense européennes, en regroupant les activités développées jusqu'alors par Aérospatiale Matra (« **ASM** »), DaimlerChrysler Aerospace AG (« **Dasa** ») et Construcciones Aeronauticas SA (« **CASA** »).

Ce rapprochement, qui a donné lieu à la constitution d'EADS, s'est achevé par l'introduction en Bourse des actions EADS, auprès des investisseurs institutionnels, du public et de salariés du Groupe EADS. Les actions EADS sont ainsi cotées, depuis le 10 juillet 2000, sur les bourses de Paris, de Francfort et espagnoles et font partie de l'indice CAC 40.

EADS a organisé ses activités en cinq Divisions opérationnelles : (i) Airbus, (ii) Avions de Transport Militaire, (iii) Aéronautique (à l'exception d'Airbus et des Avions de Transport Militaire), (iv) Systèmes Civils et de Défense et (v) Espace. Le rapprochement de ces activités a positionné EADS comme un leader reconnu sur la plupart de ses secteurs d'activité, consolidant ainsi son contrôle sur des partenariats de longue date, tels qu'Airbus, Eurocopter, Eurofighter, Astrium, MBDA et Arianespace.

EVÉNEMENTS MARQUANTS DE 2001

L'année a été marquée par les événements dramatiques du 11 septembre, et le conflit en Afghanistan qui a suivi. Leur impact sur les activités d'EADS a été important et EADS va devoir affronter d'importants défis dans l'année en cours, mais fort de sa large gamme de produits – tant civils que militaires – le Groupe conserve un positionnement compétitif et solide sur le marché mondial.

De plus, la direction d'EADS a été amenée à réagir immédiatement et à prendre des mesures pour préserver la trésorerie et la rentabilité du Groupe.

En 2001, l'intégration du Groupe EADS a progressé : plus de 600 projets sont mis en œuvre pour générer de la valeur par le biais de synergies internes, d'amélioration de performance et d'une meilleure utilisation des savoir-faire et des ressources financières ; la création de valeur réalisée en 2001 a généré plus 100 millions d'euros de résultat opérationnel supplémentaire, bien au-delà de l'objectif 60 millions d'euros, particulièrement grâce aux synergies issues des approvisionnements du Groupe. D'autres initiatives ont été lancées, visant l'échange des meilleures pratiques, des technologies et des compétences dans tout le Groupe, dans des domaines aussi variés que la recherche et la technologie, la production, l'ingénierie et le support produits.

En 2001, EADS a dépassé tous ses objectifs financiers, le chiffre d'affaires a augmenté de 27% au-delà de l'objectif de 20% et l'EBIT avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels a progressé de 21% surpassant les 15% initialement prévus.

EADS, en tête de son secteur, a maintenu son rôle moteur de la consolidation de l'industrie aéronautique et de défense – notamment via la constitution d'Airbus en société pleinement intégrée, puis par la création de MBDA, numéro deux mondial des systèmes de missiles.

De plus, en 2001, Airbus a obtenu des commandes d'appareils représentant 61% du marché mondial en terme de valeur. Au 31 décembre, son carnet de commande s'élevait à 1.575 appareils commerciaux, le plus large au monde. Airbus a livré 325 avions en 2001, contre 311 l'année précédente.

Le lancement de l'A380 a remporté un franc succès commercial, avec 85 commandes et 12 engagements provenant de 9 clients différents, validant ainsi notre stratégie commerciale.

Notre stratégie de développement des activités de défense se poursuit, grâce à la montée en cadence de production de l'Eurofighter, grâce aux commandes clés d'hélicoptères Tigre et NH90, et grâce à la signature du contrat A400M représentant plus de 18 milliards d'euros de chiffre d'affaires, ce contrat devrait entrer en vigueur en 2002. Nous prévoyons d'ici 2004 une croissance de 50% de notre chiffre d'affaires dans la défense, lequel devrait passer de 6,1 milliards d'euros en 2001 à plus de 9 milliards d'euros en 2004.

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT ET ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION

Au 31 décembre 2001, le capital social émis d'EADS s'élevait à 809 175 561 euros, divisé en 809 175 561 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Lors de ses réunions des 12 juillet, 18 septembre et 12 octobre 2001, le Conseil, faisant usage des autorisations qui lui ont été données par l'assemblée des actionnaires du 10 mai 2001, a approuvé :

- l'octroi d'options de souscription d'actions portant sur 8 524 250 actions de la Société ;
- l'autorisation donnée aux Présidents Exécutifs d'établir et de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions portant sur un maximum de 10 500 000 actions ;
- l'offre d'un maximum de 2 017 894 actions aux salariés qualifiés d'EADS dans le cadre d'un plan d'actionnariat salarié. 2 017 894 actions (soit 0,25 % du capital social émis de la Société) ont été émises à cet effet le 5 décembre 2001.

A ce jour, l'actionnariat d'EADS se compose comme suit :

- 30,2 % du capital social détenu indirectement par DaimlerChrysler AG ;
- 30,2 % du capital social détenu par la Société de Gestion de l'Aéronautique, de la Défense et de l'Espace (« **SOGEADE** »), société en commandite par actions de droit français dont le capital est détenu à 50 % par la Société de Gestion de Participations Aéronautiques (« **SOGEPA** » - holding d'Etat français) et à 50 % par Lagardère SCA, agissant par l'intermédiaire d'une société holding de droit français détenue à 74 % par cette dernière et dont le solde du capital, 26 %, est détenu par des institutions financières françaises de premier rang ;
- 5,5 % du capital social détenu par la Sociedad Estatal de Participaciones Industriales (« **SEPI** » - société holding de l'Etat espagnol) ;
- 31 % du capital social détenu par le public (dont les salariés d'EADS) ; et
- 2,8 % et 0,3 % du capital social détenu respectivement, indirectement et directement, par DaimlerChrysler AG et l'Etat.

Conformément à un principe de parité, DaimlerChrysler AG et SOGEADE exercent conjointement leurs droits d'actionnaires dans EADS par l'intermédiaire d'un contrat de partenariat (*Contractual Partnership*) de droit néerlandais avec SEPI.

Au cours de l'année 2001, l'évolution de l'action EADS a connu quatre phases principales :

De janvier à juin 2001, le cours de l'action EADS a évolué dans une fourchette de 20 à 23 euros, ce qui constitue une performance de premier ordre par rapport aux principaux indices boursiers qui ont essuyé une baisse significative.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le cours de l'action a ensuite fluctué entre 23 et 25 euros durant tout l'été, atteignant son cours le plus haut de l'année, à 25,07 euros, suite à l'annonce d'un niveau de commandes très prometteur lors du Salon aéronautique du Bourget.

La troisième phase a démarré à la mi-août alors que les marchés financiers ont commencé à manifester des inquiétudes quant aux perspectives de l'économie et du trafic aérien de passagers, se demandant si l'un des points hauts du cycle du secteur aéronautique avait été atteint. Le cours de l'action a alors baissé pour se stabiliser aux alentours de 18-19 euros.

La quatrième phase s'inscrit dans la conséquence directe des événements du 11 septembre qui ont déclenché un profond accès de pessimisme des marchés financiers vis-à-vis de l'économie et du trafic aérien. Tous les marchés ont été affectés au cours de cette période, mais le titre EADS, à l'instar d'autres sociétés du secteur aéronautique, a fait partie des plus durement touchés après le coup d'arrêt porté au trafic aérien aux Etats-Unis et la chute sans précédent de 30 à 40 % du trafic aérien sur les mois de septembre et octobre 2001.

Entre le 7 et le 21 septembre, l'action EADS a perdu la moitié de sa valeur, atteignant son plus bas historique de 9,14 euros. Cette période a été suivie par une reprise progressive jusqu'à 13-14 euros à fin 2001, traduisant le sentiment des marchés convaincus que tout scénario catastrophe appartenait désormais au passé.

Si un cours aussi bas représente une piètre performance par rapport aux records de hausse enregistrés auparavant, il représente toutefois une performance toujours supérieure à celle des indices boursiers (notamment le CAC 40) depuis l'introduction d'EADS.

En 2001, le volume moyen des échanges s'élevait à environ 1,7 millions d'actions par jour.

La poursuite de la reprise économique et du trafic aérien au début de l'année 2002, ainsi que les opportunités de croissance du pôle défense (tels que Paradigm ou l'A400M) ont déjà contribué à soutenir le cours du titre EADS. En outre, Airbus a confirmé la livraison de 300 appareils environ en 2002, soit un niveau proche de celui de 2001 (325). Les fondamentaux du secteur, à moyen et à long terme, restent solides avec une croissance sous-jacente du trafic aérien de 4,9 %* en moyenne et de bonnes opportunités en termes de remplacement des appareils.

Au 15 mars 2001, le cours du titre EADS est remonté à 16,67 euros, soit l'une des meilleures performances du marché depuis le début de l'année 2002.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

A titre de rappel, le Conseil est responsable des affaires d'EADS et réunit, au sein d'une structure unique, des membres exécutifs et non exécutifs ; il est l'organe de décision le plus élevé après l'Assemblée des actionnaires. Le rôle du Conseil consiste à veiller à ce que la Société mène ses activités afin de maximiser la valeur pour les actionnaires dans le respect de la loi et des règles établies en matière de Gouvernement d'Entreprise, en prenant en considération le maintien de bonnes relations avec les salariés et les clients de la Société.

* Prévisions globales d'Airbus 2000.

Le Comité d'Audit et le Comité du Personnel, tous deux mis en place en 2000 par le Conseil et constitués de certains de ses membres, se sont réunis deux fois en 2001. Le Comité d'Audit a examiné les résultats pro forma pour l'exercice 2000, et les résultats semestriels de 2001. Le Comité du Personnel a débattu du versement de primes pour l'exercice 2000, ainsi que de la politique de rémunération et du plan d'options de souscription d'actions pour 2001.

Le Conseil s'est réuni six fois en 2001. Parmi les sujets abordés et les actions autorisées lors de ces réunions figurent la stratégie d'EADS, le processus d'intégration, les questions opérationnelles importantes, les principaux projets d'investissement tels que la création de la société Airbus intégrée, la constitution de MBDA, le lancement de la phase de développement et de production du programme A400M, ainsi que les résultats financiers et les prévisions du Groupe. Au cours de cette période, le Conseil a été régulièrement informé par les Présidents Exécutifs, de l'évolution des activités de la Société par des plans stratégiques et opérationnels.

Le Comité d'Entreprise Européen, mis en place par EADS en 2000, comprenant des représentants des salariés afin de promouvoir le dialogue social et favoriser la circulation de l'information dans le Groupe, s'est réuni trois fois en 2001 afin d'étudier la structure du Groupe et son évolution, l'activité des Divisions et unités opérationnelles ainsi que l'harmonisation des politiques de partage des bénéfices à l'échelle du Groupe.

ACTIVITÉS DU GROUPE EADS

Les chiffres pro forma 2000 indiqués ci-dessous, reflètent les activités d'EADS sur l'année entière comme si la création d'EADS était intervenue le 1^{er} janvier 2000 ; ils ne prennent pas en compte toutes les opérations de 2001, à savoir la création d'Airbus SAS et sa consolidation à 100% (par rapport à 80 % en 2000).

EADS a engrangé 60,2 milliards d'euros de commandes en 2001, soit une hausse de 23 % par rapport au niveau pro forma de 49,1 milliards l'année précédente. Le carnet de commandes est ainsi passé à 183 256 millions d'euros au 31 décembre 2001 en hausse de 39 % par rapport au niveau de fin 2000 et il correspond à plus de six années de chiffre d'affaires.

Tableau 1 – Prises de commandes et carnet de commandes (en millions d'euros)

Par division	Prises de commandes		Carnet de commandes	
	2001	2000 pro forma	2001	2000
Airbus*	50 279	34 158	156 075	104 387
Avions de Transport Militaire	993	493	1 320	873
Aéronautique	5 315	8 322	13 722	13 067
Espace	1 333	3 024	3 796	4 826
Systèmes Civils et de Défense	3 081	3 857	9 094	9 722
Siège/Éliminations intragroupe	(793)	(775)	(751)	(1,001)
Total Groupe EADS	60,208	49,079	183,256	131 874

(*sur la base des prix catalogue ; consolidation d'Airbus à 100 % en 2001)

Airbus a connu, une nouvelle fois, une excellente année, avec 274 commandes nettes reçues en 2001, représentant 50,2 % du marché mondial en nombre d'appareils et 61 % en termes de valeur (sur la base des prix catalogue).

Le carnet de commandes d'Airbus représente une valeur supérieure à 156 milliards d'euros. Ses prises de commandes ont atteint 50 milliards d'euros en 2001, en hausse de 47 % par rapport aux 34 milliards d'euros (consolidés à 80 %) enregistrés en 2000.

Airbus a enregistré de nombreuses commandes d'A380, même après le 11 septembre. Au total, Airbus a reçu 85 commandes (incluses dans le carnet de commandes) et 12 engagements pour ce type d'appareil.

La division **Avions de Transport Militaire** a enregistré des prises de commandes de 993 millions d'euros en 2001, représentant deux fois son chiffre d'affaires pour un carnet de commandes qui atteint 1,3 milliards d'euros. Le contrat A400M a été signé en décembre 2001 par huit nations européennes, pour 196 appareils d'une valeur totale de 18 milliards d'euros. L'approbation du gouvernement allemand était encore attendue en fin d'année, si bien que le contrat n'a pas été pris en compte dans le carnet de commandes 2001. Il devrait y être intégré en 2002. Ce programme sera un fort moteur de croissance future pour cette division et EADS.

Les prises de commandes de la division **Aéronautique** ont atteint à 5,3 milliards d'euros. Le carnet de commandes a atteint 13,7 milliards d'euros en fin d'année, représentant plus de deux années d'activité.

Avec 375 appareils commandés en 2001, Eurocopter a confirmé sa position de numéro un mondial. En particulier, Eurocopter a poursuivi son succès en livrant 57% des appareils civils dans le monde. Sur les marchés export, les hélicoptères militaires NH90 et Tigre d'Eurocopter ont été sélectionnés face à la concurrence, pour des contrats représentant au total 1,6 milliards d'euros ; Eurocopter a en carnet de commandes plus de 500 appareils militaires.

Comme prévu, les commandes de la division **Systèmes Civils et de Défense** étaient de 3,1 milliards d'euros en 2001, après les très hauts niveaux connus au cours des années précédentes. Le carnet de commandes s'est établi à 9,1 milliards d'euros en fin d'année, sécurisant la croissance rentable de cette division.

Les prises de commandes de la division **Espace** se sont élevées à 1,3 milliards d'euros, elles prennent en compte un marché des satellites de télécommunication déprimé et une concurrence intense. Le carnet de commandes a atteint 3.8 milliards d'euros, représentant environ une année et demi de chiffre d'affaires.

PERFORMANCE FINANCIÈRE

1- Comptes consolidés pro forma d'EADS

L'exposé suivant se fonde sur les comptes consolidés audités d'EADS pour l'année 2001 et les comptes consolidés pro forma non audités d'EADS pour 2000.

Dans le document présent, les comptes consolidés pro forma non audités d'EADS pour 2000, ne sont fournis qu'à titre d'information. Ces comptes consolidés pro forma d'EADS prennent en compte la fusion d'EADS comme si celle-ci était intervenue au 1^{er} janvier 2000. Ils sont destinés à donner une indication quant au développement des activités d'EADS en 2000. Les comptes pro forma 2000 ont été préparés sur la base du périmètre de consolidation résultant de la création d'EADS en 2000. Ils ne prennent donc pas en compte les modifications du périmètre de consolidation ou les changements de principes comptables intervenus en 2001 (tels que l'intégration d'Airbus à 100%). Par conséquent, le périmètre de consolidation auquel il est fait référence dans les comptes pro forma 2000 varie significativement de celui utilisé dans les comptes 2001.

EADS applique comme principes comptables, les normes "IAS" (International Accounting Standards), sauf que, par prudence, EADS passe immédiatement en charge les frais de recherche et de développement. Les comptes consolidés regroupent toutes les filiales importantes sous contrôle d'EADS. Les participations significatives dans des sociétés dans lesquelles EADS détient de 20% à 50% sont généralement consolidées par mise en équivalence. Les participations dans des sociétés importantes détenues conjointement sont consolidées par intégration proportionnelle, conformément aux règles IAS, à l'exception de MBDA qui est intégré proportionnellement à hauteur de 50% comprenant des intérêts minoritaires de 12,5%, ; ce niveau de consolidation reflète le contrôle d'EADS sur MBDA. Les autres participations sont comptabilisées à leur valeur de marché.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires d'EADS a atteint 30,8 milliards d'euros en 2001 en hausse de 27,3 % par rapport au chiffre d'affaires pro forma de 24,2 milliards d'euros en 2000. Hors impact de la consolidation totale d'Airbus pour la première fois, cela représente une augmentation de 10 %.

Tableau 2 – Chiffre d'affaires (en millions d'euros)

Par division	Chiffre d'affaires	
	2001	2000 pro forma
Airbus*	20 549	14 856
Avions de Transport Militaire	547	316
Aéronautique	5 065	4 704
Systèmes Civils et Défense	3 345	2 909
Espace	2 439	2 535
Elimination et autres	(1 147)	(1 112)
Total du Groupe EADS	30 798	24 208

*consolidé à 100% à partir de 2001 (contre 80 % en 2000)

Le chiffre d'affaires consolidé d'**Airbus** a progressé de 38,3 %, passant de 14 856 millions d'euros en 2000 à 20 549 millions d'euros en 2001. Cette progression s'explique principalement par l'impact de la consolidation totale d'Airbus, mais également par l'augmentation des livraisons de 311 appareils en 2000 à 325 en 2001. Le chiffre d'affaires a été légèrement influencé dans un sens favorable par la bonne tenue du dollar contre l'euro.

Le chiffre d'affaires consolidé de la division **Avions de Transport Militaire**, en augmentation de 73,1 %, est passé de 316 millions d'euros en 2000 à 547 millions en 2001. Cette croissance est principalement attribuable aux livraisons plus nombreuses de C-295 à l'armée de l'air espagnole et au contrat CN-235 avec la Turquie.

Le chiffre d'affaires consolidé de la division **Aéronautique** a progressé de 7,7 %, de 4 704 millions d'euros en 2000 à 5 065 millions d'euros en 2001. Cette augmentation est essentiellement liée à la hausse du chiffre d'affaires d'Eurocopter, de programmes d'avions militaires, dont l'Eurofighter en phase de production en série et du pôle de maintenance aéronautique.

Le chiffre d'affaires consolidé de la division **Systèmes Civils et de Défense** a augmenté de 15%, passant de 2 909 millions d'euros en 2000 à 3 345 millions en 2001. Il a bénéficié de la montée en cadence des programmes de missiles et d'une croissance de l'activité des télécommunications sécurisées.

Le chiffre d'affaires consolidé de la division **Espace** a reculé de 3,8 %, de 2 535 millions d'euros en 2000 à 2 439 millions en 2001. Cette baisse est essentiellement due à la diminution des livraisons de lanceurs Ariane 4 et Ariane 5 en 2001.

Résultat opérationnel avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels, "EBIT"

EADS considère que l'EBIT est un indicateur clé de sa performance économique. Le terme "éléments exceptionnels" se rapporte à des produits ou des charges non récurrents, tels que les amortissements des survaleurs affectées à certains actifs au moment de la fusion d'EADS, de l'intégration d'Airbus ou de la formation de MBDA, ainsi que les amortissements accélérés de goodwill.

Tableau 3 – Résultat opérationnel avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels, "EBIT" (en millions d'euros)

Par division	2001	2000 pro forma
Airbus*	1 655	1 412
Avions de Transport Militaire	1	(63)
Aéronautique	308	296
Systèmes Civils et de Défense	(79)	(110)
Espace	(222)	67
Elimination et autres	31	(203)
Total du Groupe EADS	1 694	1 399

*consolidé à 100 % à partir de 2001

L'EBIT consolidé d'**Airbus** a augmenté de 17,2 %, de 1 412 millions d'euros en 2000 à 1 655 millions d'euros en 2001. Cette hausse s'explique principalement par la consolidation globale d'Airbus pour la première fois, mais également par les livraisons records d'appareils, des gains de productivité et, dans une moindre mesure par l'impact positif du taux de change dollar/euro. Elle est toutefois partiellement compensée par les charges élevées de R&D (principalement pour les programmes A380 et A340-500/-600), par des provisions supplémentaires pour risques relatifs au financement des ventes et pour restructuration.

L'EBIT consolidé de la division **Avions de Transport Militaire** est passé d'une perte de 63 millions d'euros en 2000 à un bénéfice de 1 million d'euros en 2001. Cette amélioration résulte d'une répartition plus favorable de son chiffre d'affaires entre les différents produits et de l'augmentation des livraisons.

L'EBIT de la division **Aéronautique** a atteint 308 millions d'euros en 2001 contre 296 millions d'euros en 2000. Cette progression de 4,1 % est essentiellement due au niveau élevé de livraisons d'hélicoptères.

L'EBIT consolidé de la division **Systèmes Civils et de Défense** est passé d'une perte de 110 millions d'euros en 2000 à une perte de 79 millions en 2001, principalement grâce à l'amélioration des ventes et des marges, et l'impact positif de la restructuration de S&DE (Electronique et Systèmes de Défense). Cette amélioration a été partiellement affectée par les performances négatives, de janvier à septembre 2001, des sociétés communes avec Nortel dans le domaine des télécommunications civiles, ainsi que par les charges associées à la poursuite des plans de restructurations.

*avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels

L'EBIT consolidé avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels de la division **Espace** est passé d'un bénéfice de 67 millions d'euros en 2000 à une perte de 222 millions en 2001. Cette dégradation provient essentiellement de la dépréciation des participations dans Nahuelsat, Starsem, Arianespace et Spacehab, suite à une importante dévaluation de la valeur de ces participations. Le repli des ventes, les charges correspondant à la poursuite de la restructuration et de nouvelles provisions pour restructuration d'EADS Launch Vehicles ont aussi contribué à cette perte opérationnelle.

Les charges de restructuration et de dépréciation d'actifs, incluses dans l'EBIT avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels de la division Espace en 2001 s'élèvent à un total de 280 millions d'euros.

Tableau 4 – Rapprochement entre le bénéfice avant résultat financier et impôts et l'EBIT avant amortissement des écarts d'acquisition et éléments exceptionnels

En millions d'euros	2001	2000 pro forma
Bénéfice avant résultat financier et impôts	2 514	200
Gain de dilution Airbus UK, MBDA	(2 794)	-
Amortissement des écarts d'acquisition et dépréciation des sur-valeurs	1 466	429
Amortissement exceptionnel (immobilisations)	260	176
Dépréciation exceptionnelle (actifs financiers)	315	-
Dépréciation exceptionnelle (stocks)	275	483
Résultat des participations	(342)	111
EBIT avant amortissement des écarts d'acquisition et éléments exceptionnels	1 694	1 399

Tableau 5 – Comptes de résultat consolidés

En millions d'euros	2001	2000 pro forma
Chiffre d'affaires	30 798	24 208
Coût des produits vendus	(25 235)	(20 072)
Marge brute	5 563	4 136
Frais commerciaux, administratifs et autres charges	(2 561)	(2 510)
Frais de recherche et développement	(2 046)	(1 339)
Autres produits	3 024	342
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition et pertes de valeur	(1 466)	(429)
Bénéfice avant résultat financier et impôts	2 514	200
Résultat financier, net	(513)	(1 315)
Bénéfice (perte) net avant impôts	2 001	(1 115)
Impôts sur les bénéfices	(646)	220
Intérêts minoritaires	17	(14)
Bénéfice (perte) net	1 372	(909)

Bilan

Les capitaux propres se sont établis à 9 877 millions d'euros en 2001, contre 10 250 millions en 2000 pro forma. Ce niveau résulte en grande partie du résultat net (1 372 millions d'euros), plus que contrebalancé par des provisions supplémentaires sur les instruments financiers conformément à la norme IAS 39 (-1 225 millions d'euros) et par un dividende de 404 millions d'euros versé en 2001 par EADS NV (voir Tableau 7 ci-dessous).

Flux de trésorerie

Les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, s'élevant à 2 656 millions d'euros, ont démontré une bonne performance des opérations du Groupe.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement d'EADS, de 2 272 millions d'euros, sont essentiellement dus aux investissements de modernisation et d'expansion de l'outil industriel, au financement des ventes et de nouvelles participations dans des sociétés.

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement de 677 millions d'euros correspondent principalement au paiement du dividende et à la variation de l'encours de dette financière.

2- Comptes consolidés audités d'EADS

L'exercice 2001 constitue la première année complète d'activité pour EADS. En 2000, la création d'EADS ayant été traitée comme un rapprochement d'entreprises dans lequel Aerospatiale Matra (ASM) était acquéreur de Dasa et de Casa, les chiffres pour la période avant juillet 2000 incluent uniquement les activités de l'ancienne société ASM. Les résultats de 1999 se rapportent, eux aussi, uniquement aux activités de l'ancienne société ASM.

Les principes comptables retenus sont les mêmes que ceux mentionnés ci-dessus.

Tableau 6 – Comptes de résultat consolidés audités

En millions d'euros	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	30 798	19 427	12 236
Coût des produits vendus	(25 235)	(16 004)	(9 624)
Marge brute	5 563	3 423	2 612
Frais commerciaux, administratifs et autres charges	(2 561)	(2 144)	(1 358)
Frais de recherche et développement	(2 046)	(1 077)	(689)
Autres produits	3 024	251	312
Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition et pertes de valeur	(1 466)	(277)	(127)
Bénéfice avant résultat financier et impôts	2 514	176	750
Résultat financier, net	(513)	(1 320)	(1 724)
Bénéfice (perte) net avant impôts	2 001	(1 144)	(974)
Impôts sur les bénéfices	(646)	264	352
Intérêts minoritaires	17	(23)	(22)
Bénéfice (perte) net	1 372	(903)	(644)

Tableau 7 – Bilans consolidés audités

En millions d'euros	2001	2000
Actif immobilisé	25 364	20 894
Actif circulant	18 318	16 745
Impôts différés et charges constatées d'avance	5 033	3 805
Total de l'Actif	48 715	41 444
Capitaux propres	9 877	10 250
Intérêts minoritaires	559	221
Provisions	11 918	8 684
Dettes	22 597	18 247
Impôts différés et produits constatés d'avance	3 764	4 042
Total du Passif	48 715	41 444

3- Comptes statutaires d'EADS N.V.

Tableau 8 – Bilans statutaires

En millions d'euros	2001	2000
Ecart d'acquisition	5 068	5 695
Actifs financiers	2 232	3 130
Actif immobilisé	7 300	8 825
Créances clients et autres créances d'exploitation	2 825	254
Valeurs mobilières de placement	5 047	2 482
Disponibilités	828	2 081
Actif circulant	8 700	4 817
Impôts différés	22	32
Total de l'Actif	16 022	13 674
Capital social	809	807
Réserves consolidées	9 068	9 443
Capitaux propres	9 877	10 250
Dettes	6 145	3 424
Total du Passif	16 022	13 674

Tableau 9 – Comptes de résultat statutaire

En millions d'euros	2001	2000
Produits des investissements	1 807	(401)
Autres résultats	(435)	(149)
Bénéfice (perte) net	1 372	(550)

PERSPECTIVES POUR 2002

Après les événements tragiques de 2001, la Direction a pris des mesures immédiates afin de stabiliser les livraisons d'Airbus aux alentours de 300 appareils en 2002 (contre 325 en 2001). Elle a également mis en place un plan de réduction des coûts pour préserver la trésorerie et la rentabilité de la Société. Parallèlement, nous continuons à développer notre activité de défense qui contribuera significativement à la croissance future du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel (EBIT).

En 2002, le chiffre d'affaires d'EADS devrait rester stable avec une légère baisse d'environ 2 %, à dollar constant, due à une diminution anticipée des livraisons d'Airbus qui devrait toutefois être quasiment compensée par la croissance des autres activités.

Malgré la diminution des livraisons d'Airbus, la Direction d'EADS prévoit le maintien de sa marge d'EBIT avant R&D à un niveau identique à celui de 2001 (12 %), en grande partie grâce aux plans d'économies en vigueur.

EADS va accroître ses dépenses de R&D en 2002 et 2003 par rapport 2001. Cette hausse est destinée à permettre le développement d'importants programmes de création de valeur, tel que l'A380. Après prise en compte de l'augmentation des dépenses de R&D et de l'évaluation des risques de marché, la Direction prévoit un EBIT avant amortissement du goodwill et éléments exceptionnels d'un montant de 1,2 milliards d'euros environ pour 2002.

Malgré l'augmentation anticipée des investissements due à la poursuite du développement de l'A380, EADS prévoit de maintenir un flux de trésorerie disponible positif avant l'impact du financement des clients.

Le carnet de commandes d'EADS devrait s'étoffer en 2002 grâce à des commandes de programmes comme l'A400M. L'importance de son carnet de commandes permettra à EADS d'accroître la visibilité, déjà excellente, pour ses actionnaires.

LES DÉFIS STRATÉGIQUES D'EADS

Afin de devenir l'un des chefs de file mondial de l'industrie aérospatiale et de défense, EADS s'est fixé les priorités stratégiques suivantes :

- Poursuivre la consolidation du secteur aérospatial et de défense. EADS envisage cette consolidation à deux niveaux :
 - Consolidation européenne : après la création de la société Airbus intégrée et de MBDA, EADS poursuivra sur la voie de la consolidation dans les domaines de l'espace, de l'aviation militaire et de l'électronique de défense.
 - Coopération transatlantique et mondial : EADS compte conclure de nouveaux partenariats avec des sociétés américaines et avec d'autres sociétés aérospatiale et de défense dans différentes régions clés.

- Saisir de nouvelles opportunités dans la défense, notamment dans les domaines suivants : renseignements (C4ISR), force de dissuasion et projection de la puissance militaire, ainsi que survivabilité et sécurité du territoire national. La priorité d'EADS est l'accès aux budgets américains de la défense. En dehors des Etats-Unis, le Groupe se concentre également sur d'autres régions importantes sur le plan stratégique, telles que l'Asie et l'Amérique latine.

En outre, la croissance des activités de défense permettra à EADS d'atteindre un équilibre entre ses activités civiles et militaires au sein de son portefeuille de produits. L'exposition aux effets cycliques des marchés commerciaux en sera ainsi réduite. Par ailleurs, un portefeuille équilibré pourrait être la source de nouvelles activités issues d'opportunités transversales, à l'instar des avions de mission et pourrait également tirer parti de technologies duales.

Airbus

Après le 11 septembre, Airbus a pris différentes mesures en terme de réduction des coûts, de protection de sa trésorerie et de dépenses de R&D, tout en poursuivant le développement de l'A380, un programme essentiel pour la position de marché et la rentabilité de la Société à l'avenir. A l'aube de la reprise commerciale annoncée, Airbus entend poursuivre le renforcement de sa situation financière et répondre aux attentes de sa clientèle, par la force de sa jeune gamme complète de produits efficaces.

Avions de Transport Militaire

En 2002, la Division prévoit de démarrer la phase de développement de l'A400M, pour un contrat total de 18 milliards d'euros qui devrait déjà générer plus de 2 milliards d'euros entre 2002 et 2004.

Aéronautique

La division Aéronautique a remporté un franc succès en 2001. Elle va piloter la croissance soutenue de son activité de défense. De grands programmes militaires, dont l'Eurofighter, sont ainsi entrés en phase de production. De son côté, Eurocopter étend sa présence sur les marchés militaires grâce à ses produits tels que le NH-90 ou le Tigre, tout en conservant le premier rang mondial du marché des hélicoptères civils.

Systèmes Civils et de Défense

En 2001, la division Systèmes Civils et de Défense a mis en œuvre sa nouvelle structure organisationnelle afin d'obtenir un accès plus large au marché en établissant des programmes transatlantiques liés à l'initiative de défense de l'OTAN. La Division se concentre ainsi sur les questions de sécurité du territoire national (y compris les missiles balistiques), la sécurité du transport aérien commercial, avec Airbus, et les avions de mission dans un but de renseignements et de surveillance. Actuellement, la Division accélère la production d'une nouvelle génération de systèmes de missiles de pointe tels que Storm Shadow/Scalp EG et Aster.

MBDA, créée en décembre 2001, occupe le second rang mondial des constructeurs de systèmes de missiles avec un carnet de commandes très étoffé et des perspectives avérées de rentabilité grâce au démarrage de la production de certains grands programmes.

La stratégie commerciale d'EADS pour l'activité télécommunication est centrée sur les télécommunications militaires et de sécurité, renforcée par l'acquisition de Cogent. Coté télécommunications civiles, notre influence est progressivement réduite au sein des deux sociétés communes détenues avec Nortel.

Espace

La division Espace conduit actuellement une réorganisation complète de ses activités afin de se concentrer sur la satisfaction de la clientèle, de rationaliser sa structure et d'accroître l'intégration de l'industrie spatiale d'EADS.

Les services dans le domaine de l'espace sont une composante essentielle des grands systèmes civils et de défense tels que la gestion du trafic aérien, les missiles de défense, la sécurité, et les systèmes de communication pour les armées. EADS s'engage à jouer un rôle de premier plan dans ce domaine afin d'offrir un service complet à ses clients.

Nos récents succès (Skynet 5, Envisat et Ariane 5), ainsi que le projet Galileo témoignent de la compétitivité de notre positionnement. Ces réussites commerciales alliées à la réorganisation en cours sont autant de garants de l'amélioration de notre rentabilité à venir.

CONCLUSION

Un an après la fusion, EADS est en bonne voie pour poursuivre la consolidation du secteur aérospatial et de défense, disposer d'un portefeuille de produits et de services complémentaires et accroître ses activités militaires. Forte de ses objectifs stratégiques, EADS est bien positionnée pour relever les défis actuels du marché et devenir un acteur mondial.

Les informations contenues dans le rapport des auditeurs et le rapport du Conseil et ses annexes donnent une vue sincère et fidèle de la situation de la Société et devraient vous permettre de vous former une opinion sur celle-ci et les opérations soumises à votre approbation.

Nous proposons à l'Assemblée Générale Annuelle d'approuver les comptes annuels audités de l'exercice 2001 et de décider que sur le résultat net d'un montant de 1 372 millions d'euros, la somme de 967 millions d'euros, sera affectée aux réserves. Nous proposons que le solde de 405 millions d'euros soit distribué aux actionnaires sous la forme d'un dividende brut de 0,50 euros par action, le 28 juin 2002.

En outre, nous vous invitons à nommer Arthur Andersen et KPMG Accountants N.V. en qualité d'auditeurs de la Société pour l'exercice 2002.

Nous recommandons également aux actionnaires de donner quitus aux membres du Conseil pour leur gestion de la Société au cours de l'exercice écoulé.

Enfin, nous proposons à l'Assemblée Générale Annuelle d'approuver le renouvellement de l'autorisation donnée au Conseil, de racheter des actions de la Société, dans la limite de 5 % du capital social émis pour une période de 18 mois à compter de la date de cette assemblée. Cette autorisation viendra se substituer à celle accordée par l'Assemblée Générale Annuelle du 10 mai 2001. Il est rappelé qu'aucune action n'a encore été rachetée au 15 mars 2002. Cependant, il est prévu que le programme de rachat démarre d'ici la fin du mois de mars.

Les résolutions soumises à votre approbation se conforment strictement aux termes des rapports ci-dessus et nous sommes d'avis qu'elles s'inscrivent dans l'intérêt de la Société et du développement de ses activités.

Par conséquent, nous vous invitons à adopter ces résolutions et vous remercions de la confiance que vous nous avez régulièrement témoignée au cours des étapes essentielles de la création d'EADS.

Amsterdam, le 15 mars 2002

Le Conseil d'Administration

COMPTES CONSOLIDÉS D'EADS N.V.

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES 2001, 2000 ET 1999

(en millions d'euros)	Note	2001	2000	1999
Chiffre d'affaires	5, 23	30 798	19 427	12 236
Coût des produits vendus	6	(25 235)	(16 004)	(9 624)
Marge brute		5 563	3 423	2 612
Frais administratifs et commerciaux et autres charges	6	(2 561)	(2 144)	(1 358)
Frais de recherche et développement		(2 046)	(1 077)	(689)
Autres produits	7	3 024	251	312
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition et pertes de valeur	10	(1 466)	(277)	(127)
Bénéfice avant résultat financier, impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires		2 514	176	750
Résultat financier, net	8	(513)	(1 320)	(1 724)
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires		2 001	(1 144)	(974)
Impôts sur les bénéfices	9	(646)	264	352
Intérêts minoritaires		17	(23)	(22)
Bénéfice (perte) net		1 372	(903)	(644)
Résultat par action		€	€	€
De base et dilué	27	1,70	(2,34)	n/a
Dividende par action (2001: proposition)	16	0,50	0,50	n/a

EADS ayant été créée au deuxième semestre 2000, le résultat par action est basé sur le nombre d'actions en circulation et d'options de souscription d'actions attribuées au 31 décembre 2000.

Les Notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTES CONSOLIDÉS D'EADS N.V.

BILANS CONSOLIDÉS AUX 31 DÉCEMBRE 2001 ET 2000

(en millions d'euros)

Actif	Note	2001	2000
Immobilisations incorporelles, nettes	10	10 588	8 165
Immobilisations corporelles, nettes	10	10 050	8 120
Participations et autres actifs financiers à long terme	11	4 726	4 609
Actif immobilisé		25 364	20 894
Stocks	12	2 469	2 081
Créances clients	13	5 183	4 118
Autres créances	14	2 633	2 624
Valeurs mobilières de placement	15	5 341	4 682
Disponibilités		2 692	3 240
Actif circulant		18 318	16 745
Impôts différés	9	4 288	3 151
Charges constatées d'avance		745	654
Total de l'actif		48 715	41 444

Passifs et capitaux propres

Capital social		809	807
Réserves consolidées		10 346	9 359
Autres écarts de réévaluation de juste valeur cumulés		(1 278)	84
Capitaux propres	16	9 877	10 250
Intérêts minoritaires		559	221
Provisions	17	11 918	8 684
Dettes financières	18	6 500	5 779
Dettes fournisseurs	19	5 466	4 268
Autres dettes	19	10 631	8 200
Dettes		22 597	18 247
Impôts différés	9	806	1 128
Produits constatés d'avance		2 958	2 914
Total du passif		48 715	41 444

Les Notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES 2001, 2000 ET 1999

(en millions d'euros)	2001	2000
Bénéfice (perte) net	1 372	(903)
Part des intérêts minoritaires	(17)	23
Retraitements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :		
Dotations aux amortissements et aux provisions sur actif immobilisé	3 560	1 121
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	493	483
Profit de dilution Airbus/MBDA	(2 817)	0
Variation des impôts différés	109	(694)
Plus ou moins-values sur cession des immobilisations corporelles/activités	(71)	48
Variation des provisions	47	1 019
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(22)	(110)
Variation des autres éléments constitutifs du Besoin en Fonds de Roulement :	2	1 594
- Stocks, nets	(655)	(574)
- Créances clients	(894)	53
- Dettes fournisseurs	766	661
- Autres actifs et passifs	785	1 454
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	2 656	2 581
Investissements :		
- Acquisition d'immobilisations corporelles et augmentation des équipements de biens loués	(2 196)	(879)
- Versements pour investissements en actifs financiers et acquisition de filiales	(1 096)	(549)
- Produits des cessions d'immobilisations corporelles et diminution des équipements de biens loués	402	233
- Produits des cessions d'actifs financiers et de filiales	850	254
- Variation des créances sur contrats de crédit-bail	138	(118)
Acquisition de valeurs mobilières de placement	(390)	0
Trésorerie liée aux changements de périmètre	20	2 671
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(2 272)	1 612
Variation des dettes financières à long terme	(465)	(103)
Apport en espèces, minoritaires	253	0
Dividendes versés	(404)	(31)
Remboursements aux minoritaires	(52)	0
Augmentation de capital	21	1 540
Autres mouvements	(30)	(16)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	(677)	1 390
Incidence des variations des taux de change sur les comptes de trésorerie	14	6
Augmentation (diminution) nette des comptes de trésorerie	(279)	5 589
Trésorerie		
A l'ouverture de l'exercice	7 760	2 333
A la clôture de l'exercice	7 481	7 760
Valeurs mobilières de placement à moyen terme supplémentaires	552	162
Disponibilités et valeurs mobilières de placement telles qu'indiquées au bilan	8 033	7 922

COMPTES CONSOLIDÉS D'EADS N.V.

La trésorerie comprend 386 millions d'euros incluse dans Airbus UK acquis auprès de BAES. La trésorerie comprend également 414 millions d'euros incluse dans la quote part de MBDA acquise auprès de BAES.

Le tableau suivant fournit des informations complémentaires relatives aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :

(en millions d'euros)	2001	2000
Intérêts payés	(335)	(239)
Impôts sur les bénéfices décaissés	(520)	(206)
Dividendes versés	404	31

Les intérêts perçus pour 2001 s'élèvent à 506 millions d'euros, les dividendes perçus s'élèvent à 36 millions d'euros.

Détail des acquisitions et des cessions de filiales et d'unités opérationnelles :

(en millions d'euros)	2001
Prix d'acquisition (cession) net, global	415
dont décaissé	415
Trésorerie des filiales acquises ou cédées	13

TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES 2001, 2000 ET 1999 (suite)

Les soldes de 1999 représentent les chiffres de ASM, retraités selon les normes IAS

(en millions d'euros)	1999
Bénéfice (perte) net avant contrat d'absorption	(644)
Part des intérêts minoritaires	22
Retraitements pour rétablir la concordance entre le résultat net et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	
Dotations aux amortissements et aux provisions sur actif immobilisé	523
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks et en-cours	0
Variation de impôts différés	(423)
Plus ou moins-values sur cession des immobilisations corporelles/activités	(267)
Variation des provisions	316
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(56)
Variation des autres éléments constitutifs du Besoin en Fonds de Roulement	1 309
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	780
Investissements :	
- Acquisition d'immobilisations corporelles/activités	(1 092)
- Produits des cessions d'immobilisations corporelles/activités	833
Variation de trésorerie liée aux changements de périmètre	35
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	(224)
Incidence des variations des taux de change sur les comptes de trésorerie	329
Autres mouvements	(17)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	312
Incidence des variations des taux de change sur les comptes de trésorerie	(27)
Augmentation (diminution) des comptes de trésorerie	841
Trésorerie	
A l'ouverture de l'exercice	1 492
A la clôture de l'exercice	2 333
Valeurs mobilières de placement	1 574
Disponibilités	759

Les Notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Le tableau suivant fournit des informations complémentaires relatives aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation:

(en millions d'euros)	1999
Intérêts payés	121
Impôts sur les bénéfices décaissés	4

COMPTES CONSOLIDÉS D'EADS N.V.

TABLEAUX DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS POUR LES EXERCICES 2001, 2000 ET 1999

(en millions d'euros)	Note	Capital stock	Reserves	Accumulated other comprehensive income	Total
Solde au 1^{er} janvier 1999		703	(1 131)	82	(346)
Distribution des actions Thomson-CSF			(203)		(203)
Apport des actions Dassault Aviation par l'Etat français		141	842		983
Apport des actions MHT par Lagardère SCA		387	2 128		2 515
Perte nette			(644)		(644)
Ecart de réévaluation de juste valeur ("comprehensive income")				5	5
Solde au 31 décembre 1999		1 231	992	87	2 310
Solde au 1^{er} janvier 2000		1 231	992	87	2 310
EADS N.V. (k 50 euros)					
Apport d'ASM à EADS N.V. (valeur comptable)		(827)	827		0
Apport de Dasa à EADS N.V. (valeur de marché)		266	5 969		6 235
Apport de CASA à EADS N.V. (valeur de marché)		45	1 002		1 047
Augmentation de capital		80	1 366		1 446
Augmentation de capital ESOP (Régime d'actionariat des salariés (y compris prime d'émission))		12	193		205
Coûts liés à l'introduction en bourse (IPO)			(56)		(56)
Perte nette			(903)		(903)
Dividendes versés			(31)		(31)
Autres écarts de réévaluation de juste valeur ("comprehensive income")				(3)	(3)
Solde au 31 décembre 2000		807	9 359	84	10 250
Première application de la norme IAS 39	22			(337)	(337)
Solde au 1^{er} janvier 2001, retraité		807	9 359	(253)	9 913
Augmentation de capital ESOP (Régime d'actionariat des salariés)	24	2	19		21
Bénéfice net	23		1 372		1 372
Dividendes versés	16		(404)		(404)
Autres écarts de réévaluation de juste valeur ("comprehensive income")				(1 025)	(1 025)
dont variation des valeurs de marché des valeurs mobilières de placement	22			(10)	
dont variation des valeurs de marché des instruments financiers de couverture	22			(878)	
dont gains ou pertes de change				(137)	
Solde au 31 décembre 2001		809	10 346	(1 278)	9 877

Les Notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Les montants de 1999 ont été convertis de francs français en euros en utilisant le taux de conversion officiel.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

REGLES DE PRESENTATION

1. LA SOCIÉTÉ

European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V. (« EADS » ou le « Groupe »), société néerlandaise faisant appel public à l'épargne, dont le siège social est situé à Amsterdam, est l'un des principaux constructeurs d'avions commerciaux, d'hélicoptères civils, de lanceurs spatiaux commerciaux, de missiles, d'avions militaires, de satellites et d'électronique de défense. Le Groupe est né de la fusion des opérations d'Aerospatiale Matra S.A. (« ASM »), des activités aérospatiale et défense de DaimlerChrysler AG (« Dasa ») et de Construcciones Aeronauticas S.A. (« Casa ») en juillet 2000.

Pour les besoins comptables, le regroupement d'ASM, de Dasa et de Casa a été traité comme un regroupement d'entreprises en appliquant la méthode de l'acquisition d'entreprise, avec ASM comme acquéreur. Des retraitements ont été réalisés pour imputer la différence entre les justes valeurs de Dasa et Casa et leurs valeurs historiques comptables s'élevant respectivement à 5 860 millions d'euros et 1 095 millions d'euros, sur des éléments d'actif acquis et de passif pris en charge spécifiquement identifiables. Les écarts d'acquisition résultant de ces opérations sont amortis sur 20 ans, durée jugée en ligne avec les résultats attendus.

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis conformément aux normes comptables émises par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et aux interprétations émises par le Comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee) de l'IASB, à l'exception des coûts de développement que le Groupe inscrit en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés (voir note 2). Le Conseil d'administration du Groupe a autorisé la publication des comptes le 15 mars 2002.

Le Groupe présente des comptes pro forma pour les exercices 2001 et 2000. Comme EADS a appliqué les normes comptables internationales (International Accounting Standards (IAS)) pour la première fois au cours de l'exercice 2000, certaines simplifications autorisées par le SIC-8 ont été utilisées en ce qui concerne les informations de l'exercice 1999 relatives au tableau de financement, aux opérations de location-financement et au développement des immobilisations corporelles. Les normes comptables internationales (« IAS ») ci-après ont été adoptées dans les comptes consolidés de 1999 avant leurs dates d'entrée en vigueur effective :

- IAS 16 (révisée en 1998), immobilisations corporelles (Property, Plant and Equipment)
- IAS 22 (révisée en 1998), regroupements d'entreprises (Business Combinations)
- IAS 28 (révisée en 1998), comptabilisation des participations dans des entreprises affiliées (Accounting for Investments in Associates)
- IAS 31 (révisée en 1998), information financière relative aux participations dans des coentreprises (Financial Reporting of Interests in Joint Ventures)
- IAS 36, dévaluation d'actifs, (Impairment of Assets)
- IAS 37, provisions, passifs éventuels et actifs éventuels (Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets)
- IAS 38, immobilisations incorporelles (Intangible Assets)

Avant les opérations de regroupement qui ont donné naissance à EADS, les comptes consolidés d'ASM étaient établis conformément aux principes comptables généralement admis en France (les « PCGR français »). Dans le cadre de ce regroupement, les comptes consolidés d'ASM pour 1999 et pour la période de l'exercice 2000 antérieure à la constitution d' EADS ont été retraités afin de les adapter des normes françaises aux normes comptables internationales (IAS).

2. PRINCIPALES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Consolidation - Les comptes consolidés incluent toutes les filiales importantes sous le contrôle d'EADS. Les participations significatives de 20 à 50 % détenues par EADS (les « participations ») sont en général comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. EADS applique la méthode de la consolidation par intégration proportionnelle (voir Note 3) pour les investissements dans des coentreprises importantes. Tous les autres investissements sont classés comme des instruments financiers de placement et sont comptabilisés à leur juste valeur.

En ce qui concerne les regroupements d'entreprises comptabilisés selon la méthode de comptabilisation de l'acquisition d'entreprise, tous les éléments d'actif acquis et éléments de passif pris en charge sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre le prix d'achat et la juste valeur de l'actif net acquis est inscrite à l'actif comme écart d'acquisition et amortie sur la durée estimée de rentabilité de l'investissement, selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Les incidences des opérations internes au groupe sont éliminées.

Devises étrangères

Opérations en devises étrangères - Les opérations en devises étrangères sont converties en euros au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture du bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à cette date. Les gains et pertes de change résultant de la conversion sont constatés dans le compte de résultat. Les éléments d'actif et de passif non monétaires libellés en devises étrangères, qui sont inscrits au coût historique, sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date de l'opération.


Comptes des filiales étrangères - Les éléments d'actif et de passif des filiales étrangères où la devise locale est autre que l'euro, sont généralement convertis en utilisant les taux de change de fin d'exercice et les comptes de résultat sont convertis en utilisant les taux de change moyens de l'exercice. Les différences issues de la conversion des éléments d'actif et de passif par rapport à la conversion des exercices précédents sont incluses comme un élément séparé dans les capitaux propres (autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés « Accumulated other comprehensive income »).

Reconnaissance du chiffre d'affaires - Les produits sont comptabilisés lors du transfert du risque ou de la réalisation de la prestation de service. En ce qui concerne les contrats à long terme, les produits sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux au fur et à mesure que les étapes convenues par contrat sont atteintes ou de l'avancement des travaux. Les variations des taux de marge sont enregistrées dans les résultats de l'exercice au cours duquel elles sont identifiées. Les pertes éventuelles sur contrats sont revues à chaque arrêté de comptes et des provisions pour pertes à terminaison sont comptabilisées lorsqu'elles sont identifiées.

Les primes relatives à la bonne exécution des contrats sont prises en compte dans les taux de marge estimés et sont comptabilisées lorsque la bonne exécution prévue du contrat est probable et peut être appréciée de manière fiable. Les pénalités sur contrats sont inscrites en charges au cours de l'exercice durant lequel le Groupe estime devoir être soumis à ces pénalités.

Les ventes d'avions qui comportent des engagements de garantie de valeur sont comptabilisées comme des contrats de location simple lorsque ces engagements sont jugés significatifs au regard de la juste valeur de l'avion correspondant. En conséquence, seuls les loyers de ces contrats de location simple sont repris en chiffre d'affaires.

Les produits attribuables au financement clientèle (« customer financing ») se rapportent principalement au financement d'avions commerciaux. Ces produits comprennent le chiffre d'affaires résultant des contrats de location-financement et les produits financiers correspondants.



Frais indirects de ventes - Les frais de publicité et de promotion des ventes et autres frais liés aux ventes sont inscrits en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Des provisions pour garanties sont constituées au moment de la comptabilisation de la vente correspondante.

Frais de recherche et développement - Les coûts de recherche et développement autofinancés par le Groupe sont inscrits en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés. Les contrats de recherche et de développement financés sont comptabilisés dans les produits d'exploitation.

Impôts sur les bénéfices - Les actifs et passifs d'impôts différés reflètent les impacts à la baisse ou à la hausse des impôts futurs à payer qui résultent pour certains éléments d'actif et de passif des différences d'évaluation temporaires entre leurs valeurs comptables et les assiettes fiscales ainsi que des déficits fiscaux et crédits d'impôts reportables. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont évalués en fonction des taux d'imposition fixés par les lois de finance applicables au revenu imposable des années au cours desquelles ces différences temporaires sont susceptibles de se renverser ou d'arriver à terme. L'effet d'un changement des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts différés est constaté dans les résultats au cours de l'exercice qui inclut la date de promulgation de la loi fiscale.

Compte tenu du fait que les actifs d'impôts différés permettent d'anticiper des économies d'impôts futures éventuelles, ceux-ci ne sont comptabilisés dans les comptes consolidés d'EADS que si la réalisation de ces économies d'impôts futures éventuelles est probable.

Immobilisations incorporelles - Les immobilisations incorporelles acquises, autres que l'écart d'acquisition (goodwill), sont évaluées au coût d'acquisition et sont en général amorties sur leur durée de vie utile respective (3 à 10 ans) selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les écarts d'acquisition résultant de la méthode de comptabilisation de l'acquisition d'entreprise sont amortis sur une période de 5 à 20 ans.

Immobilisations corporelles - Elles sont évaluées aux coûts d'acquisition ou de production, moins l'amortissement cumulé. La dotation aux amortissements est constatée principalement suivant la méthode linéaire. Les coûts des équipements et installations produits en interne englobent les coûts directs de matières premières et de main-d'œuvre et les charges indirectes de production applicables, notamment les dotations aux amortissements. Les durées de vie économique suivantes sont utilisées : constructions, de 6 à 50 ans ; agencements, de 6 à 20 ans ; matériel et outillage techniques, de 3 à 20 ans ; et les autres matériels, matériel d'usine et mobilier de bureau, de 2 à 10 ans. Le coût des outillages spécialisés destinés à la production commerciale est inscrit à l'actif et amorti sur une durée de cinq ans en appliquant la méthode de l'amortissement linéaire. Si le Groupe est tenu d'engager des frais de remise en état futurs des sites en location, il constatera les charges à payer à concurrence du montant qui n'est pas pris en charge par les assurances.

Placements immobiliers - Le Groupe comptabilise les placements immobiliers selon la méthode de la valeur d'acquisition. Les placements immobiliers sont constatés au bilan à leur valeur comptable, c'est à dire à leur coût d'acquisition diminué des amortissements pratiqués et de toute dépréciation supplémentaire correspondant à la constatation d'une perte de valeur.

Dépréciation des actifs à long terme - Le Groupe revoit la valeur des actifs à long terme détenus et utilisés dans tous les cas où des événements ou changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de tels actifs est supérieure à leur valeur économique.

Contrats de location - Le Groupe loue des immobilisations corporelles. Tous les baux qui possèdent des caractéristiques particulières correspondant à des situations où les risques substantiels et les bénéfices de la propriété ont été transférés au locataire sont comptabilisés comme des contrats de location financement. Tous les autres baux sont comptabilisés comme des contrats de location simple.

Actifs d'exploitation - Ils représentent les stocks, les créances, les valeurs mobilières et les disponibilités du Groupe, incluant notamment les montants à recouvrer au-delà d'un cycle d'exploitation (un an). La fraction des éléments d'actif et de passif réalisables et à régler supérieure à un an est indiquée dans les notes annexes.


Stocks - Les stocks sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de production ou de la valeur de réalisation nette. Les coûts de production comprennent les coûts directs de matières premières et de main-d'œuvre et les frais indirects de production applicables, notamment les dotations aux amortissements. Les coûts des emprunts ne sont pas inscrits à l'actif.

Valeurs mobilières de placement - Elles sont comptabilisées à leur valeur de marché, si elle est aisément déterminable. Les plus ou moins-values latentes sur ces placements sont présentées séparément dans les capitaux propres (autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés « Accumulated other comprehensive income »), nettes des impôts différés applicables. Toutes les autres valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique.

Disponibilités - Les disponibilités se composent des fonds en caisse, des fonds en banque, des chèques et des dépôts avec une échéance à court terme.

Instruments financiers - EADS utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir ses risques de change et de taux. Les instruments financiers utilisés dans les stratégies de micro-couverture pour couvrir le risque du Groupe dans des opérations identifiables engagées, sont comptabilisés symétriquement avec les transactions commerciales sous-jacentes (« comptabilité de couverture »). Les critères selon lesquels le Groupe classe un instrument dérivé comme une opération de couverture sont les suivants : (1) l'opération de couverture est censée être très efficace pour couvrir les variations de trésorerie imputables au risque couvert, (2) l'efficacité de la couverture peut être déterminée de manière fiable, (3) l'opération de couverture est suffisamment documentée dès le début. Les instruments financiers dérivés sont initialement constatés au bilan au coût historique et sont réestimés par la suite à la juste valeur. Les gains et pertes de change qui résultent des contrats à terme et les options couvrant les variations de trésorerie essentiellement fondées sur le carnet de commandes fermes sont présentés séparément dans les capitaux propres (autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés « Accumulated other comprehensive income »), nets des impôts applicables et sont par la suite constatés au compte de résultat comme un élément des opérations s'y rapportant, lorsqu'ils sont réalisés (« méthode du report »).

La juste valeur des instruments dérivés, de même que les méthodes utilisées par EADS pour déterminer les justes valeurs sont présentées en Note 22.



A l'expiration ou à la résiliation d'un instrument de couverture, tout gain ou perte cumulé alors présent dans le poste « Autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés » (« Accumulated other comprehensive income ») y demeure et est constaté lorsque l'opération engagée sous-jacente est en dernier lieu constatée au compte de résultat. Si l'opération sous-jacente n'est plus susceptible de se produire, les gains ou pertes de change cumulés qui étaient présentés dans les autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés (Accumulated other comprehensive income) sont immédiatement comptabilisés en résultat financier.

Les instruments financiers auparavant utilisés par EADS dans le cadre de stratégies de macro-couverture et qui ne peuvent être considérés comme entrant dans une logique de comptabilité de couverture sont en conséquence classés comme étant détenus à des fins de transactions et comptabilisés à la juste valeur, dont la variation est prise en compte dans les « autres résultats financiers ».

En mars 1999, l'International Accounting Standards Committee a publié la norme comptable internationale (IAS) 39, « Financial Instruments: Recognition and Measurement » (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation). Cette norme est entrée en vigueur à compter des exercices commençant le 1^{er} janvier 2001. A la suite de l'introduction de la norme IAS 39, tous les instruments financiers dérivés ont été comptabilisés à l'actif ou au passif. Le solde d'ouverture des capitaux propres au 1^{er} janvier 2001 a été modifié. Les montants comparatifs de l'exercice antérieur n'ont pas été retraités. En vertu de cette nouvelle norme, le Groupe applique la comptabilité de couverture pour certains contrats dérivés en devises étrangères à des opérations de couverture de flux de trésorerie des ventes futures qualifiées ainsi que pour certains swaps de taux d'intérêt utilisés pour des raisons de flux de trésorerie et des couvertures de juste valeur des paiements d'intérêt futurs. L'impact financier de l'adoption de la norme IAS 39 est indiqué dans la Note 22.

Jusqu'au 31 décembre 2000, certains instruments de couverture du Groupe ont été comptabilisés comme des macro couvertures. Afin d'opérer le même traitement que pour les micro couvertures existantes, EADS a été en mesure de justifier que, pour la plupart de ces instruments, à compter de la date de désignation, il existait une relation de couverture entre chaque position couverte et chaque instrument financier de couverture. La provision constituée pour la réévaluation à la valeur de marché de ces macro couvertures au 31 décembre 2000 évoluera jusqu'au terme contractuel de ces instruments financiers.

Avances remboursables

Les avances remboursables obtenues des gouvernements européens sont comptabilisées au poste « Autres éléments de passif ».

Charges à payer

Provisions pour pertes à terminaison - Les provisions pour pertes à terminaison sont comptabilisées lorsqu'il devient probable que le total des coûts estimés pour un contrat excédera le total des produits issus du même contrat. Ces provisions sont comptabilisées en diminution des en-cours pour la partie des travaux qui est déjà achevée, et comme provisions pour risques pour la partie restante.

Les pertes sont déterminées sur la base des résultats estimés à l'achèvement des contrats et sont régulièrement actualisées.

Provisions au titre des garanties financières correspondant à des ventes d'avions - Les contrats de vente d'avions peuvent stipuler des garanties financières pour les paiements de loyers, les valeurs résiduelles des avions, le remboursement du solde des emprunts en cours et le financement des ventes de certains avions pour le compte du Groupe. Les garanties peuvent être individuelles, solidaires (avec des fabricants de moteurs par exemple) ou limitées à un plafond défini au contrat. Des provisions sont constituées pour refléter le risque sous-jacent pour le Groupe au titre des garanties données.

Indemnités de retraite - A leur retraite, les salariés du Groupe perçoivent des indemnités ainsi que stipulées dans les accords de retraite ou les accords collectifs, conformément aux réglementations et usages des pays (principalement en Allemagne et en France) dans lesquels le Groupe exerce ses activités.

Le Droit français stipule que les salariés reçoivent des indemnités de départ à la retraite basées sur leur ancienneté au sein de l'entreprise. En Allemagne, elles reposent surtout sur les salaires et l'ancienneté. Certains régimes de retraite sont basés sur le salaire gagné au cours de la dernière année ou sur la moyenne des trois dernières années de travail alors que d'autres sont des régimes fixes dépendant du rang (en termes tant de niveau de salaire, que de coefficient de la fonction occupée).

Des évaluations actuarielles sont régulièrement effectuées pour déterminer le montant des engagements du Groupe en matière d'indemnités de retraite. Elles incluent une hypothèse portant sur les évolutions des salaires, les âges de départ à la retraite et les taux d'intérêt à long terme. Elles comprennent tous les frais que le Groupe devra payer pour honorer ces engagements.

L'obligation qui en résulte est comptabilisée au passif du bilan en provision pour charges. Les gains et pertes actuariels sont différés et comptabilisés sur la durée d'activité restante des salariés.

Utilisation d'estimations - L'établissement des états financiers oblige la direction à réaliser des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits à l'actif et au passif, et à communiquer une information sur les montants des éventualités à la date de la clôture des comptes ainsi que sur les montants des produits et charges respectivement enregistrés au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient diverger par rapport à ces estimations.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Périmètre de consolidation (31 décembre 2001) - Outre EADS N.V., les comptes consolidés incluent :

- 206 sociétés qui sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale,
- 33 sociétés qui sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle,
- 17 sociétés, qui sont des participations dans des entreprises associées et sont comptabilisées en utilisant la mise en équivalence.

Les filiales, les sociétés associées et les coentreprises significatives sont énumérées à l'annexe intitulée « Informations relatives aux principales entités consolidées ».

4. PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

CREATION D'EADS

EADS a été créée le 10 juillet 2000. Pour les besoins comptables, le regroupement d'ASM, de Dasa et de Casa a été traité comme un regroupement d'entreprises en utilisant la méthode de l'acquisition. Les bilans de Dasa et de Casa ont donc été réévalués pour refléter la juste valeur de marché des éléments d'actif et de passif acquis et le bilan d'ASM a été inclus dans EADS au coût historique.

PREMIERE APPLICATION DE LA NORME IAS 39

Depuis le 1^{er} janvier 2001, EADS applique la norme IAS 39 « Instruments Financiers : Comptabilisation et Evaluation ». Comme la grande majorité des instruments financiers dérivés sont utilisés pour couvrir des engagements fermes, EADS remplit les critères de qualification pour la comptabilité de couverture. Les provisions ont été portées de 1,9 milliards d'euros à 3,7 milliards d'euros au 31 décembre 2001, avec pour contrepartie (pour une valeur nette des impôts différés), une diminution des capitaux propres consolidés sous un élément distinct intitulé « Autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés » (Accumulated other comprehensive income).

OPERATION AIRBUS UK

A compter du 1^{er} janvier 2001, date à laquelle EADS en a pris le contrôle économique, la nouvelle société Airbus intégrée (Airbus SAS) a été intégralement consolidée au sein d' EADS. La date de réalisation juridique de l'opération était le 11 juillet 2001. La nouvelle société Airbus est désormais détenue à 80 % par EADS et à 20 % par BAE Systems (« BAES »).

Les principales incidences comptables de cette opération sont les suivantes :

- Airbus UK ainsi que sa participation de 20 % au GIE Airbus ont été transférés à EADS. En contrepartie de l'apport d'Airbus UK à Airbus SAS à la juste valeur, BAES a reçu 20 % des actions d'Airbus SAS.
- Les principales incidences financières de cette opération concernent la constatation d'un écart d'acquisition de 4 milliards d'euros, d'ajustements de juste valeur de 0,5 milliards d'euros et un profit de dilution de 2,5 milliards d'euros.

CREATION DE MBDA

Le 18 décembre 2001, EADS, BAES et Finmeccanica ont conclu un accord constituant MBDA comme une entité opérationnelle juridique. MBDA est conjointement détenue par EADS et BAES avec 37,5 % des actions chacune et Finmeccanica avec 25 % des actions.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les principales incidences comptables sont les suivantes :

- EADS a transféré ses actions dans Aerospatiale Matra Missiles et Matra BAE Dynamics à MBDA en échange de 37,5 % d'Alenia Marconi Systems ; la méthode de l'acquisition d'entreprise a été appliquée. L'opération a abouti à un profit de dilution s'élevant à 0,3 milliards d'euros.
- Afin de mieux refléter l'essence de l'opération MBDA, EADS consolide selon la méthode proportionnelle 50 % de MBDA en déclarant une participation minoritaire de 12,5 % au lieu d'effectuer une consolidation proportionnelle de sa participation économique de 37,5 %. Cette méthode a été choisie parce qu' EADS contrôle conjointement avec BAES les opérations de MBDA.

TESAT - SPACECOM

Le 30 novembre 2001, Astrium Group, qui est consolidé proportionnellement à 75 % par EADS au sein de la Division Spatiale, a acquis Tesat-Spacecom GmbH & Co. KG, Allemagne, (anciennement dénommée Bosch-Satcom GmbH), les activités Espace/Communications et activités associées du Groupe Robert Bosch. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition d'entreprise. L'écart de première consolidation a été évalué à 0,1 milliards d'euros et sera amorti sur une durée de 20 ans. Astrium prévoit de mener à terme la répartition du prix d'acquisition TESAT-SPACECOM courant 2002.

COENTREPRISES NORTEL

Au début du 4^{ème} trimestre 2001, des modifications engagées par Nortel dans la structure de direction des coentreprises Nortel ont conduit EADS à modifier le traitement comptable concernant ses participations de 42 % dans Nortel Networks Allemagne et de 45 % dans Matra Nortel Communications. En conséquence, Nortel Networks Allemagne et Matra Nortel Communications sont maintenant présentées dans les comptes d'EADS en tant que participations non-consolidées. Avant le 1^{er} octobre 2001, la méthode de la mise en équivalence était appliquée.

DORNIER

En 2001 plusieurs membres de la famille Dornier, actionnaires de Dornier GmbH, ont exercé une option de vente et offert 17,5 % de leurs actions dans Dornier GmbH à DaimlerChrysler. En contrepartie, DaimlerChrysler avait le droit de faire acheter les actions à DADC Luft- und Raumfahrt Beteiligungs AG (« DADC »), filiale d'EADS, à la valeur de marché. En conséquence, EADS détient indirectement, par l'intermédiaire de DADC, 76 % du capital social de Dornier GmbH (2000 : 58 %).

COGENT

Le 1^{er} décembre 2001, EDSN a acquis Cogent Defence Systems. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition d'entreprise. L'écart d'acquisition est de 0,1 milliard d'euros et sera amorti sur une période de 10 ans.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES

5. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires s'élève à 30 798 millions d'euros en 2001, contre 19 427 millions d'euros en 2000 et 12 236 millions d'euros en 1999. Cette augmentation en 2001 est essentiellement due à la consolidation du nouveau groupe Airbus pour la première fois et à la consolidation de Dasa/ Casa au titre d'un exercice intégral. L'augmentation du chiffre d'affaires en 2000 est essentiellement due à la consolidation d'EADS pour la première fois en juillet 2000.

Le chiffre d'affaires se compose des ventes de biens et services, au titre desquels figurent principalement les ventes d'avions, les produits générés par les contrats à long terme comptabilisés selon la méthode de l'avancement technique, les projets de recherche et développement financés par des tiers, les produits relatifs aux opérations de location ainsi que divers autres produits d'exploitation

6. COÛTS FONCTIONNELS ET AUTRES CHARGES

Les coûts des produits vendus et autres coûts fonctionnels incluent le coût des matières et fournitures comme suit :

(en millions d'euros)	Exercices clos les 31 décembre		
	2001	2000	1999
Coût des matières premières, fournitures et marchandises destinées à la revente	14 401	8 759	6 303
Coût des services achetés	5 635	3 268	2 161
	20 036	12 027	8 464

Les frais de vente, les frais administratifs et autres frais comprennent les frais de vente (800 millions d'euros en 2001 et 567 millions d'euros en 2000), les frais administratifs (1 386 millions d'euros en 2001 et 1 001 millions d'euros en 2000) et les autres charges (375 millions d'euros en 2001 et 576 millions d'euros en 2000). Les autres charges intègrent les pertes sur cession d'actifs (20 millions d'euros en 2001 et 49 millions d'euros en 2000) et diverses provisions et charges à payer (34 millions d'euros en 2001 et 112 millions d'euros en 2000).

Les frais de personnel se composent de :

(en millions d'euros)	Exercices clos les 31 décembre		
	2001	2000	1999
Traitements, salaires et cotisations sociales	6 606	3 971	2 769
Coût de retraite périodique net (voir Note 17 a)	257	144	46
	6 863	4 115	2 815

7. AUTRES PRODUITS

Les autres produits comprennent essentiellement le profit de dilution résultant de l'opération Airbus UK (voir Note 4) ainsi qu'un profit de dilution résultant de l'opération MBDA, pour un total de 2 817 millions d'euros, les produits locatifs (€ 21 millions en 2001 et € 32 millions en 2000), et en 1999 les gains sur les cessions d'immobilisations y compris la cession de la participation dans Sextant (€ 287 millions).

8. RÉSULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	Exercices clos les 31 décembre		
	2001	2000	1999
Résultats des participations	(342)	110	56
Produits financiers (charges financières)	63	(42)	(96)
Autres pertes financières	(234)	(1 388)	(1 684)
	(513)	(1 320)	(1 724)

Les pertes liées aux investissements financiers en 2001 sont essentiellement dus à une dépréciation, suite à un test d'évaluation, des titres non consolidés de Matra Nortel Communications et de Nortel Networks Allemagne pour un total de (315 millions d'euros). Les résultats des participations mises en équivalence de 22 millions d'euros sont en outre inclus dans ce montant et sont essentiellement composés de Dassault Aviation (111 millions d'euros) et Nahuelsat (€ 63 millions).

Le poste « Autres pertes financières » en 2001, 2000 et 1999 résulte essentiellement de la réévaluation à la valeur de marché des instruments financiers, qui ne répondaient pas aux critères de couverture (voir note 22 relative aux Instruments Financiers). En outre, en 1999, les opérations liées à la restructuration de la gestion du risque de change a donné lieu à une perte de (401 millions d'euros).

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les bénéfices (pertes) avant impôts sur les bénéfices et intérêts minoritaires s'élevaient à 2 001 millions d'euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2001 (2000 : (1 144 millions d'euros) ; 1999 : (974 millions d'euros).

La (charge) économie d'impôts se présente ainsi :

(en millions d'euros)	Exercices clos les 31 décembre		
	2001	2000	1999
Charges de l'exercice	(549)	(430)	(55)
Economie (charge) d'impôts différée	(97)	694	407
	(646)	264	352

En ce qui concerne les filiales allemandes du Groupe, les impôts différés au 31 décembre 2001 sont calculés en appliquant un taux d'impôt fédéral sur les sociétés de 25% (2000 : 25% ; 1999 : 40%) augmenté d'une contribution de solidarité de 5,5% sur l'impôt fédéral sur les sociétés exigibles, plus le taux d'impôt fédéral au titre de la taxe professionnelle de 12,125% (2000 : 12,125% ; 1999 : 9,3%). En incluant l'incidence de la contribution et de la taxe professionnelle, le taux d'imposition appliqué aux impôts différés allemands s'élève à 38,5% (2000 : 38,5% ; 1999 : 51,5%).

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En 2000, le gouvernement allemand a promulgué une nouvelle loi fiscale qui ramène le taux d'imposition statutaire sur les bénéfices du Groupe pour ses filiales allemandes de 40% sur les bénéfices non distribués et de 30% sur les bénéfices distribués à un taux uniforme de 25%, avec effet à compter du 1^{er} janvier 2001.

En France, le taux d'impôt sur les sociétés en vigueur pour 2000 était de 33 1/3 % plus une contribution additionnelle de 10%. Le gouvernement français a décidé d'une réduction de la contribution additionnelle à 6% en 2001 et 3% en 2002. Les actifs et les passifs d'impôts différés pour les filiales françaises du Groupe ont donc été calculés avec le nouveau taux adopté de 35,43 % pour les différences temporaires. Les incidences de la réduction du taux d'impôt sur les actifs et passifs d'impôts différés à la clôture des exercices 2001 et 2000 sont reflétées dans le rapprochement présenté ci-dessous.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de la charge d'impôt théorique en appliquant le taux d'impôt sur les sociétés néerlandais de 35 % (pour 1999 : taux d'impôt sur les sociétés en France de 40%) à la charge d'impôt comptabilisée (2000 et 1999 : économie d'impôts). Les éléments en réconciliation représentent majoritairement des charges ou des produits non-taxables relatifs à des différences permanentes entre les bases fiscales et les bases comptables déterminées selon les règles IAS :

(en millions d'euros)	Exercices clos les 31 décembre		
		2001	2000
Bénéfice (Perte) avant impôt et Intérêts Minoritaires	2 001	(1 144)	(974)
x Taux d'impôt théorique	35 %	35 %	40 %
Economie (charge) théorique d'impôts sur les bénéfices		(700)	400
Incidences des modifications de la législation fiscale		(1)	88
Différentiel des taux d'impôt étrangers		(4)	15
Profits de dilution		936	—
Amortissement des écarts d'acquisition (goodwill)		(588)	(123)
Dépréciation des actifs d'impôts différés		(264)	(133)
Crédit d'impôt au titre des frais de R&D		48	25
Divers		(73)	(8)
Economie (charge) d'impôts constatée		(646)	264

En 2001, l'incidence fiscale de la dépréciation non-déductible de certains investissements est reflétée ci-dessus sous le poste Divers (73 millions d'euros).

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les montants d'impôts différés enregistrés reflètent les différences temporaires qui existent sur certains actifs et passifs entre leurs valeurs comptables telle que reflétées dans les états financiers et les bases fiscales relatives. Les impacts futurs sur la charge d'impôts liés aux déficits fiscaux reportables et aux crédits d'impôts sont également pris en compte dans la détermination des impôts différés. Les principaux postes d'actifs et de passifs consolidés qui donnent lieu à impôts différés sont les suivants :

(en millions d'euros)	Exercices clos les 31 décembre	
	2001	2000
Immobilisations incorporelles	12	20
Investissements et actifs financiers à long terme	—	12
Stocks	379	193
Charges constatées d'avance	174	203
Déficits et crédits d'impôt reportables	613	343
Régimes de retraite	498	473
Autres charges à payer	2 239	1 059
Dettes	585	743
Produits constatés d'avance	870	594
	5 370	3 640
Dépréciation des actifs d'impôts différés	(625)	(360)
Actifs d'impôts différés	4 745	3 280
Immobilisations corporelles	1 046	975
Investissements et actifs financiers à long terme	81	—
Créances d'exploitation	107	259
Divers	29	23
Passifs d'impôts différés	1 263	1 257
Actifs d'impôts différés, nets	3 482	2 023

Au 31 décembre 2001, le Groupe disposait de déficits fiscaux reportables néerlandais de 62 millions d'euros, de déficits fiscaux et de crédits d'impôt reportables étrangers de € 1 568 millions, et de déficits fiscalement reportables sur les autres impôts étrangers de 726 millions d'euros. Le montant des provisions pour dépréciation des impôts différés du Groupe repose sur l'estimation par la direction du niveau de l'actif d'impôts différés qui sera réalisé. Pour les exercices futurs, en fonction des résultats financiers du Groupe, l'estimation faite par la direction du montant de l'actif d'impôts différés jugé réalisable pourra changer et les provisions pour dépréciation pourront donc augmenter ou diminuer en conséquence.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En tenant compte des compensations possibles entre montants d'impôts différés (au sein des mêmes groupes fiscaux et pour des échéances identiques), les soldes d'impôts différés inscrits au bilan consolidé ressortent aux montants suivants :

(en millions d'euros)	31 décembre 2001		31 décembre 2000	
	Total	dont à plus d'un an	Total	dont à plus d'un an
Actif d'impôts différés	4 288	2 924	3 151	2 419
Passif d'impôts différés	(806)	(689)	(1 128)	(691)
Actif d'impôts différés, net	3 482	2 235	2 023	1 728

Les **impôts différés** constatés directement dans les capitaux propres au cours de l'exercice se présentent comme suit :

(en millions d'euros)	2001
Effet de l'adoption de la norme IAS 39	222
Autres écarts d'évaluation à la juste valeur cumulés :	
Titres de placement	1
Couvertures de flux de trésorerie	606
Total	829

NOTES ANNEXES AUX BILANS CONSOLIDÉS

10. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET IMMOBILISATIONS CORPORELLES NETTES

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent principalement aux écarts d'acquisition. Les tableaux donnant le détail des valeurs brutes, des amortissements cumulés et des valeurs nettes des immobilisations incorporelles se présentent comme suit :

Coût	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Gains ou pertes de change	Acquisitions	Changements du périmètre de consolidation	Reclassements	Cessions	Solde au 31 décembre 2001
(en millions d'euros)							
Autres immobilisations incorporelles	305	2	96	(3)	-	(22)	378
Écarts d'acquisition (Goodwill)	8 442	2	4 453	-	(389)	(245)	12 263
Total	8 747	4	4 549	(3)	(389)	(267)	12 641

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Amortissements

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Gains ou pertes de change	Acquisitions	Changements du périmètre de consolidation	Dépréciation Supplé- mentaire	Cessions	Solde au 31 décembre 2001
Autres immobilisations incorporelles	(189)	(1)	(61)	3	-	16	(232)
Ecarts d'acquisition (Goodwill)	(393)	(1)	(676)	-	(790)	39	(1 821)
Total	(582)	(2)	(737)	3	(790)	55	(2 053)

Valeur comptable

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Solde au 31 décembre 2001
Autres immobilisations incorporelles	116	146
Ecarts d'acquisition (Goodwill)	8 049	10 442
Total	8 165	10 588

L'accroissement du poste Ecarts d'acquisition (goodwill) correspond principalement à l'apport d'Airbus UK (y compris la participation de 20 % au sein du GIE Airbus), ce qui a permis de consolider en 2001 à 100 % le GIE Airbus, (contre 80 % en 2000).

Le reclassement figurant dans le poste Ecarts d'acquisition de (389 millions d'euros) correspond au reclassement des coentreprises Nortel en immobilisations financières (516 millions d'euros), partiellement compensé par 127 millions d'euros d'autres créances et d'autres actifs reclassés en écarts d'acquisition (voir note 14). Les écarts d'acquisition relatifs à AMM constatés lors de l'opération Aérospatiale Matra ont été inclus dans le calcul du profit de dilution net lors de la création de MBDA. Ils figurent sous la rubrique Cession d'écart d'acquisition pour un montant de 209 millions d'euros.

Evaluation des écarts d'acquisition

Suite aux attaques terroristes du 11 septembre 2001 et afin de tenir compte de leurs conséquences, le Groupe a procédé en 2001 à un test d'évaluation des écarts d'acquisition constatés pour la division Airbus. Ce test a permis de montrer que la valeur recouvrable d'Airbus, qui doit être considérée comme une unité distincte générant sa propre trésorerie, excède la valeur comptable, et qu'il n'est donc pas nécessaire de procéder à une dépréciation des écarts d'acquisition (goodwill).

Des tests d'évaluation ont été également effectués pour les divisions Espace et Défense. Sur la base des prévisions actuelles, les tests d'évaluation ont conduit aux dépréciations supplémentaires suivantes :

- Division Espace : l'écart d'acquisition pour Astrium a été déprécié de 210 millions d'euros.
- Division Défense : une dépréciation supplémentaire de l'écart d'acquisition pour Systems & Defence Electronics (S&DE) de 240 millions d'euros, LFK de 170 millions d'euros et Matra Datavision de 170 millions d'euros a dû être constatée.

Les tests d'évaluation ont été effectués en appliquant la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Immobilisations corporelles

Les tableaux donnant le détail des valeurs brutes, des amortissements cumulés et des valeurs nettes des immobilisations corporelles se présentent comme suit :

Coût

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Acqui- sitions	Changements du périmètre de consolidation et gains et pertes de change	Reclasse- ments	Cessions	Solde au 31 décembre 2001
Terrains, agencements et bâtiments y compris constructions sur sol d'autrui	3 523	205	109	106	(67)	3 876
Installations, matériels et outillages techniques	3 295	270	770	255	(78)	4 512
Autres matériels, matériels d'usine et mobilier de bureau	5 279	923	1 176	30	(189)	7 219
Acomptes versés relatifs aux installations de production et constructions en cours	443	701	111	(342)	(101)	812
Total	12 540	2 099	2 166	49	(435)	16 419

Amortissements

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Dotations aux amori- sissements	Changements du périmètre de consolidation et gains et pertes de change	Reclasse- ments	Cessions	Solde au 31 décembre 2001
Terrains, agencements et bâtiments y compris constructions sur sol d'autrui	(1 038)	(183)	(32)	(17)	3	(1 267)
Installations, matériels et outillages techniques	(1 875)	(477)	10	21	62	(2 259)
Autres matériels, matériels d'usine et mobilier de bureau	(1 496)	(840)	(365)	(188)	56	(2 833)
Acomptes versés relatifs aux installations de production et constructions en cours	(11)	(1)	-	2	-	(10)
Total	(4 420)	(1 501)	(387)	(182)	121	(6 369)

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Valeur comptable

(en millions d'euros)	Solde au 1 ^{er} janvier 2001	Solde au 31 décembre 2001
Terrains, agencements et bâtiments y compris constructions sur sol d'autrui	2 485	2 609
Installations, matériels et outillages techniques	1 420	2 253
Autres matériels, matériels d'usine et mobilier de bureau	3 783	4 386
Acomptes versés relatifs aux installations de production et constructions en cours	432	802
Total	8 120	10 050

Le reclassement figurant dans le poste autres matériels, matériels d'usine et mobilier de bureau (188 millions d'euros) est relatif à une affectation de la provision pour risques financiers des avions loués de 169 millions d'euros.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles correspondent essentiellement aux acquisitions d'avions loués dans les divisions Airbus et Aéronautique ainsi qu'à des acquisitions d'installations. Les changements de périmètre de consolidation sont essentiellement dus à l'apport d'Airbus UK.

Les avions loués aux termes de contrats de location simple sont inclus dans le poste « Autres matériels, matériel d'usine et mobilier de bureau » pour des montants de 3 206 millions d'euros au 31 décembre 2001 et 2 816 millions d'euros au 31 décembre 2000 (nets des amortissements cumulés de 1 384 millions d'euros et 610 millions d'euros). La dotation aux amortissements pour 2001 s'élève à 419 millions d'euros (2000 : 177 millions d'euros). Parmi les avions loués aux termes de contrats de location simple figurent ceux qui ont été enregistrés ainsi à cause des engagements de garantie de valeur donnée jugés significatifs pour 1 912 millions d'euros et d'autres avions donnés en location pour 1 294 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles comprennent les bâtiments, les matériels techniques et autres matériels capitalisés aux termes de contrats de location financière pour un montant de 169 millions d'euros (net des amortissements cumulés de 273 millions d'euros) au 31 décembre 2001 et de 195 millions d'euros au 31 décembre 2000.

Les montants de loyers futurs non résiliables dus par des clients, et à constater en revenus dans le futur, au titre de matériels, objets de contrats de location simple au 31 décembre 2001 sont les suivants :

2002	M € 195
2003	M € 193
2004	M € 191
2005	M € 189
2006	M € 178
ultérieurement	M € 443

11. PARTICIPATIONS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS À LONG TERME

Le tableau ci-après indique la composition des participations et autres actifs financiers à long terme :

(en millions d'euros)	31 décembre 2001	31 décembre 2000
Participations dans les sociétés affiliées	1 252	1 318
Autres participations	766	422
Autres actifs financiers	2 708	2 869
Total	4 726	4 609

Les participations dans les sociétés affiliées comprennent pour l'année 2001 la participation de 45,96 % (2000 : 45,76 %) dans Dassault Aviation de 1 252 millions d'euros (2000 : 1 164 millions d'euros). Une liste des participations dans des entreprises affiliées figure dans l'annexe « Informations relatives aux principales entités consolidées ». Toutes les participations significatives dans des entreprises affiliées ont été comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les autres participations concernent une participation de 42 % dans Nortel Networks Allemagne de 156 millions d'euros et de 45 % dans Matra Nortel Communications de 119 millions d'euros. Au 31 décembre 2000, ces participations avaient été comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, respectivement à hauteur de 55 millions d'euros et de 70 millions d'euros. L'augmentation en 2001 provient essentiellement de la reclassification des écarts d'acquisition correspondants. Les autres actifs financiers comprennent des prêts aux clients pour 949 millions d'euros ainsi que des créances au titre des activités de location-financement pour 514 millions d'euros. Les actifs financiers résiduels représentent principalement certains dépôts pour 1 044 millions d'euros ainsi que divers prêts, pour 201 millions d'euros notamment dus par les salariés.

Le détail des éléments d'actifs à long terme dans le cadre des contrats de location financement se présente comme suit :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2001
Païement de loyers minimums	1 022
Produits financiers constatés d'avance	(222)
Dépréciation	(286)
Total	514

Les loyers minimums futurs et les actifs financiers à long terme à recevoir dans le cadre de contrats de location-financement sont les suivants :

2002	M € 128
2003	M € 117
2004	M € 121
2005	M € 92
2006	M € 90
Ultérieurement	M € 474

12. STOCKS

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Matières premières et fournitures de production	929	749
En-cours de production	6 590	5 045
Produits finis, pièces et marchandises	3 314	2 027
Avances versées aux fournisseurs	1 230	1 125
	12 063	8 946
Moins : Acomptes reçus	(9 594)	(6 865)
	2 469	2 081

13. CRÉANCES CLIENTS

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Créances sur ventes de biens et de services	5 572	4 494
Provisions pour créances douteuses	(389)	(376)
	5 183	4 118

Au 31 décembre 2001, les créances clients ayant une échéance supérieure à un an s'élèvent à 155 millions d'euros.

14. AUTRES CRÉANCES ET AUTRES ACTIFS

Les autres créances et actifs comprennent un montant de 454 (2000 : 771 millions d'euros) correspondant à la charge constatée d'avance liée à la transaction négociée avec le Gouvernement allemand concernant les avances remboursables, qui est amortie au compte de résultat au fur et à mesure de la livraison des avions correspondants. En raison d'informations complémentaires concernant ces avances remboursables, obtenues postérieurement à la date d'acquisition (1^{er} juillet 2000) résultant d'une étude d'évaluation pour les avions long courrier d'Airbus, une partie du montant affecté à cet actif a été reclassée en écart d'acquisition. Les ajustements à la juste valeur par rapport au moment où l'acquisition a été initialement comptabilisée ont entraîné une réduction de 206 millions d'euros des autres actifs d'exploitation à la date d'acquisition de Dasa par ASM pour former EADS. En conséquence, le passif d'impôts différés a été réduit de 79 millions d'euros et les écarts d'acquisition (goodwill) augmentés de 127 millions d'euros.

Les autres créances et actifs d'exploitation comprennent en outre des créances sur les filiales pour un montant de 189 millions d'euros (2000 : 183 millions d'euros) et des créances sur des sociétés liées pour un montant de 352 millions d'euros (2000 : 398 millions d'euros), net des provisions pour dépréciation de 12 millions d'euros (2000 : 25 millions d'euros).

Au 31 décembre 2001, les « autres créances et autres actifs » ayant une échéance supérieure à un an s'élèvent à un montant de 1 023 millions d'euros (2000 : 681 millions d'euros).

15. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement de 5 341 millions d'euros (2000 : 4 682 millions d'euros) se composent principalement de « Titres de placement » s'élevant à 5 317 millions d'euros (2000 : 4 655 millions d'euros).

16. CAPITAUX PROPRES

Le capital social du Groupe consiste en 809 175 561 actions ordinaires au 31 décembre 2001 (2000 : 807 157 667). Le capital social autorisé consiste en 3 000 000 000 d'actions. Chaque action a une valeur nominale de 1 million d'euros

Dans le cadre du régime d'actionnariat des salariés (ESOP) 2001 (voir Note 24), EADS a émis 2 017 894 actions d'une valeur nominale de 1 million d'euros chacune, représentant une valeur nominale totale de 2 017 894 millions d'euros.

Le Conseil d'administration du Groupe a décidé les 12 juillet et 18 septembre 2001 de lancer un plan de rachat des actions sur le marché en conformité avec l'autorisation donnée par les actionnaires dans l'assemblée générale du 10 mai 2001. En conséquence, le conseil d'administration a demandé aux directeurs généraux (CEO) de mettre en place un plan de rachat sur le marché portant sur 10 500 000 actions. En 2001, le Groupe n'a racheté aucune action sur le marché.

Le 10 mai 2001, l'assemblée générale des actionnaires a en outre décidé de payer un dividende en numéraire pour 2000 d'un montant brut de 0,50 euros par action, qui a été payé le 27 juin 2001.

La variation des capitaux propres est indiquée dans les Tableaux de variation des capitaux propres consolidés.

17. PROVISIONS

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Régimes de retraite (voir Note 17 a) et obligations assimilées	3 176	2 986
Autres provisions (voir Note 17 b)	8 742	5 698
	11 918	8 684

Des régimes de retraite et obligations assimilées s'élevant à 3 128 millions d'euros (2000 : 2 836 millions d'euros) et d'autres provisions s'élevant à 4 460 millions d'euros (2000 : 2 894 millions d'euros) ont une date d'échéance supérieure à un an.

a) Régimes de retraite

Lorsque les salariés du Groupe partent à la retraite, ils perçoivent des indemnités qui sont stipulées dans les accords de retraite, conformément aux réglementations et usages des pays (principalement la France et l'Allemagne) où le Groupe exploite ses activités. La loi française stipule que les salariés reçoivent des indemnités de départ à la retraite calculées en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise. En Allemagne, les indemnités de départ à la retraite sont payées sur la base du niveau de salaire et de l'ancienneté.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Le tableau ci-dessous fournit des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Variation des engagements de retraite à prestations définies :		
Obligations de retraite à prestations définies en début d'exercice	3 512	589
Accroissement de la période	84	55
Charge d'intérêts	220	114
Modifications du régime	(8)	2
Pertes (gains) actuariels	191	(10)
Acquisitions et autres	12	2 845
Prestations versées	(131)	(83)
Obligations de retraite à prestations définies en fin d'exercice	3 880	3 512

Les obligations de retraite à prestations définies en fin d'exercice ont été calculées comme étant la valeur actualisée, avant déduction de la juste valeur des fonds gérés, des décaissements futurs anticipés nécessaires pour couvrir les engagements au titre des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Modifications des fonds de retraite gérés :

Juste valeur des fonds gérés en début d'exercice	682	0
Rendement effectif des fonds gérés	(70)	29
Cotisations	1	19
Acquisitions et autres	0	653
Prestations versées	(42)	(19)
Juste valeur des fonds gérés à la fin de l'exercice	571	682

La juste valeur des fonds gérés à la fin de l'exercice représente la valeur de l'ensemble des actifs détenus par des fonds de retraite à long-terme souscrits uniquement pour la couverture et le paiement des montants dus aux salariés au titre des engagements de retraite.

Le rapprochement entre l'excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds et les montants constatés dans les bilans consolidés est donné ci-après :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds (1)	3 309	2 830
Gains (pertes) nets actuariels non reconnus	(158)	129
Montant net reconnu	3 151	2 959

1) Ecart entre les obligations de retraite à prestations définies et la valeur de marché des fonds gérés.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Le montant net reconnu représente le montant total des engagements de retraite, net des justes valeurs des actifs des fonds dédiés et des éventuels pertes ou profits non enregistrés liés à des écarts actuariels, et est inclus au sein de la provision pour Régimes de Retraite. L'écart résiduel entre le montant net reconnu au titre des engagements de retraite (3 151 millions d'euros ; 2000 : 2 959 millions d'euros) et le montant total de la provision pour Régimes de Retraite (3 176 millions d'euros ; 2000 : 2 986 millions d'euros) correspond principalement à divers engagements en matière de différés de salaires, qui dès leurs origines ne font pas partie des engagements de retraite.

Les hypothèses moyennes pondérées utilisées pour calculer les valeurs actuarielles des régimes de retraite sont les suivantes :

Hypothèses	2001	2000
aux 31 décembre :	%	%
Taux d'actualisation	5,0-6,0	5,0-6,5
Taux d'augmentation des salaires	3,0-3,5	1,5-3,0
Taux d'inflation	2,0	2,0-2,5

En ce qui concerne les entités allemandes du Groupe, le taux d'intérêt appliqué pour l'estimation actuarielle est passé de 6,5 % à 6 %.

Les éléments de la charge de retraite périodique nette, comptabilisés au sein du résultat d'exploitation, se décomposent ainsi :

(en millions d'euros)	2001	2000
Coût des droits acquis au cours de l'exercice	84	55
Charge d'intérêts	220	114
Rendement attendu des actifs gérés	(47)	(25)
Charge de retraite périodique nette	257	144

b) Autres provisions

Les autres provisions comprennent les éléments suivants :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Risques financiers sur ventes d'avions	1 498	981
Prestations de services à réaliser	820	918
Provisions pour pertes à terminaison	450	338
Provisions pour garanties	198	263
Instruments financiers	3 673	1 140
Autres provisions pour risques et charges	2 103	2 058
	8 742	5 698

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

L'augmentation de la provision pour risques financiers sur vente d'avions correspond principalement à la consolidation à 100 % de l'ensemble Airbus ainsi qu'à une volonté d'adapter le niveau de la provision au risque opérationnel. L'augmentation du montant de la provision relative aux instruments financiers est due à la première application d'IAS 39, à l'augmentation du portefeuille de couvertures de change et à l'augmentation du taux du dollar US par rapport au taux de l'Euro et à celui de la livre sterling UK.

Evolution des provisions (en millions d'euros)	Total
au 31/12/2000	5 698
Changements du périmètre de consolidation	591
Variation des instruments financiers (provision)	1 695
Reclassement des produits et des charges constatées d'avance vers les instruments financiers (provision)	607
Augmentations /Utilisation	151
au 31/12/2001	8 742

18. DETTES FINANCIERES

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Obligations	426	270
Dettes à l'égard des établissements financiers	286	379
Dettes à l'égard des sociétés affiliées	90	52
Prêts	106	97
Dettes au titre des contrats de location financement	110	75
Autres	444	130
Dettes financières à court terme (exigibles à moins d'un an)	1 462	1 003
Obligations	195	599
Dettes à l'égard des établissements financiers	1 541	1 447
dont part exigible à plus de cinq ans :	1 162	(1 031)
Dettes à l'égard des sociétés affiliées	18	0
dont part exigible à plus de cinq ans :	9	(0)
Prêts	1 648	1 169
dont part exigible à plus de cinq ans :	1 217	(713)
Dettes au titre des contrats de location financement	1 636	1 561
dont part exigible à plus de cinq ans :	1 094	(1 150)
Dettes financières à long terme	5 038	4 776
	6 500	5 779

L'augmentation des engagements financiers de 721 millions d'euros (6 500 millions d'euros en 2001 contre 5 779 millions d'euros en 2000) est due à l'apport d' Airbus UK, qui a permis la consolidation de 100 % du GIE Airbus, contre 80 % en 2000. Sont incluses sous le poste « Autres » les dettes financières à l'égard des partenaires aux coentreprises (joint ventures).

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les montants totaux d'engagements financiers qui viendront à échéance au cours des cinq prochaines années et ultérieurement sont les suivants :

(en millions d'euros)	2002	2003	2004	2005	2006	par la suite
Engagements financiers	1 462	497	319	313	427	3 482

19. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	Au 31 décembre	
	2001	2000
Dettes fournisseurs	5 466	4 268
Autres dettes	10 631	8 200
	16 097	12 468

Les dettes fournisseurs au 31 décembre 2001 comprennent des échéances à plus d'un an pour un montant de 173 millions d'euros (2000 : 202 millions d'euros). Les « autres dettes » comprennent des échéances à plus de cinq ans pour un montant de 2 024 millions d'euros (2000 : 1 136 millions d'euros).

Au 31 décembre 2001, les autres dettes comprennent essentiellement des avances et acomptes reçus des clients pour 4 509 millions d'euros (2000 : 3 811 millions d'euros), ainsi que des avances remboursables obtenues des gouvernements européens pour 3 469 millions d'euros (2000 : 2 088 millions d'euros). Ils incluent également d'autres dettes à l'égard de sociétés liées pour 68 millions d'euros (2000 : 103 millions d'euros) et des filiales pour 85 millions d'euros (2000 : 39 millions d'euros). L'augmentation des avances remboursables obtenues des gouvernements européens résulte principalement de la première consolidation d'Airbus UK.

AUTRES INFORMATIONS

20. LITIGES ET RÉCLAMATIONS

Diverses actions en justice, enquêtes gouvernementales, procédures contentieuses et autres réclamations sont en instance ou susceptibles d'être intentées à l'avenir contre le Groupe. Les litiges sont soumis à beaucoup d'aléas et l'issue de chaque affaire ne peut être prévue de manière certaine. Il est raisonnablement possible que la résolution finale de certaines de ces affaires puisse conduire le Groupe à engager des charges supérieures aux provisions constituées, et ce sur une durée assez longue et pour des montants qui ne peuvent être raisonnablement estimés. L'expression « raisonnablement possible » est utilisée pour signifier qu'il y a peu de chances qu'une transaction ou un événement futur se produise. La résolution finale de ces réclamations pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation consolidés du Groupe de l'exercice au cours duquel la provision initialement estimée serait ajustée. Le Groupe estime cependant que ces ajustements ne devraient pas affecter de manière significative sa situation financière consolidée.

21. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 31 décembre 2001, et en regard des activités d'Airbus et d'ATR, EADS est solidairement responsable au titre des garanties d'octroi de crédit et de participations au financement des ventes d'avions. Tous ces engagements sont généralement contre garantis par une sécurité prise sur l'avion objet des financements. EADS estime que la valeur de marché des avions pris en garantie couvre largement les éventuelles pertes correspondant aux appels en garantie. Des provisions sont toutefois constituées pour couvrir l'écart entre le montant des engagements de financement donnés et la juste valeur de marché de l'avion objet du financement. En outre, le Groupe a contracté des engagements pour le financement d'avions actuellement en commande et ceux faisant l'objet d'options de livraison dans le futur. Il est jugé peu probable que ces engagements soient mis en œuvre. Le risque n'est en fait constaté que lorsque le financement est effectivement mis en place, ce qui se produit à la livraison de l'avion.

En dépit de la garantie prise sur les biens loués, si Airbus se trouvait dans l'impossibilité d'honorer ses engagements, certaines sociétés du groupe EADS et BAE SYSTEMS seraient conjointement et solidairement tenus de compenser cette défaillance, pour les engagements pris par Airbus avant le 1^{er} janvier 2001. Les risques pour EADS au regard des engagements souscrits par Airbus depuis le 1^{er} janvier 2001 sont limités aux risques induits par son statut d'actionnaire d'Airbus S.A.S. En ce qui concerne ATR, chaque actionnaire est conjointement et solidairement responsable à l'égard des tiers sans limitation. Entre les associés, il a été convenu que chacun limite son engagement réciproque proportionnellement à la part détenue.

Les autres engagements (245 millions d'euros ; 2000 : 299 millions d'euros) incluent des engagements qui représentent pour l'essentiel des garanties de dettes, des garanties contractuelles et engagements relatifs à des prestations contractuelles.

En outre, le Groupe a accordé à certains gouvernements européens et à d'autres clients des garanties de bonne fin associées à des commandes.

Engagements en vertu de contrats de location simple

Les paiements en valeur nominale de loyers futurs au titre de contrats de location et de location-financement, dont les durées initiales ou restantes excèdent un an au 31 décembre 2001 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Contrats de location simple
2002	416
2003	400
2004	416
2005	391
2006	395
ultérieurement	2 866

Les engagements futurs ci-dessus d'un montant total de 4 884 millions d'euros comprennent des engagements d'EADS au titre des locations d'avions (principalement pour Airbus pour 3 945 millions d'euros) ainsi que d'autres engagements liés aux achats (baux de bureaux, véhicules de sociétés...) pour un montant de 839 millions d'euros. Les engagements relatifs aux avions proviennent de baux principaux généralement compensés par des contrats de sous-location signés avec les compagnies aériennes. Une part significative (2 092 euros) des engagements d'Airbus au titre de ces locations d'avions est relative à des transactions qui ont été titrisées auprès de tiers, ces derniers assumant le risque de recouvrement. La valeur nominale des autres engagements d'Airbus pour lesquels EADS supporte le risque de contrepartie s'élève à 1 853 d'euros millions, correspondant à 100 % d'Airbus. EADS détermine son exposition au risque en matière de contrats de location-exploitation sur la base de la valeur actualisée des flux de loyers à venir.

22. INFORMATIONS RELATIVES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Gestion des risques financiers

En raison de la nature des activités qu'il exerce, le Groupe EADS est exposé à une diversité de risques financiers, notamment des risques de taux de change et des risques de taux d'intérêt, tels qu'il sont développés ci-après. La gestion de ces risques financiers chez EADS est réalisée par le service de trésorerie centrale conformément aux directives arrêtées par le conseil d'administration. La responsabilité de l'identification, de l'évaluation et de la couverture des risques financiers appartient aux sociétés opérationnelles.

Risques de change - Les produits d'EADS sont exprimés principalement en dollars américains bien que la majeure partie de ses coûts soient engagés en euros. Par conséquent, dès lors qu'EADS n'utilise pas d'instruments financiers pour se couvrir d'un risque de change à partir de la commande d'un client jusqu'au moment de sa livraison, ses bénéfices seront affectés par les fluctuations du taux de change euro-dollar américain. L'intention du Groupe étant de générer des résultats seulement au travers de son exploitation et non en spéculant sur des mouvements de taux des devises étrangères, EADS utilise des stratégies de couverture pour gérer et minimiser l'impact des fluctuations des taux de change sur ces résultats. La position de change d'EADS à la création du Groupe résultait du regroupement du portefeuille de couverture en cours d'ASM, de Dasa et de CASA.

EADS gère un portefeuille de couverture à long terme avec une échéance de plusieurs années couvrant des ventes en dollars américains, provenant principalement des activités d'Airbus. EADS couvre son risque en dollars américains en utilisant essentiellement des contrats de devises à terme et des contrats d'option. En dehors des contrats à terme simples, la principale stratégie en place pour les devises au 31 décembre 2001 consiste en des contrats à terme synthétiques qui combinent des achats de « puts » en dollars américains et des ventes de « calls » en dollars américains, chacun avec le même montant notionnel et la même échéance.

EADS s'efforce de couvrir la majorité de son risque de change dès que des engagements fermes de commandes sont reconnus, mais avec une réduction proportionnelle de la couverture en fonction du temps. EADS couvre entre 50 % et 100 % des ventes fermes en dollars américains de tous les exercices à venir jusqu'à 2008. Le ratio de couverture peut être ajusté pour prendre en compte les mouvements macro-économiques affectant les cours au comptant (spot) et les taux d'intérêts, le cas échéant.

Risque de taux d'intérêt - Le Groupe utilise plusieurs types d'instruments pour gérer le risque de taux d'intérêt et minimiser ainsi ses charges financières et parvenir à un meilleur équilibre entre la dette et les placements à taux fixe et à taux variable.

Les instruments de couverture qui sont affectés spécifiquement pour les instruments de dettes ont au maximum les mêmes montants nominaux ainsi que les mêmes dates d'échéance que l'élément couvert, à l'exception de quelques positions résiduelles avec des incidences de réévaluation en valeur de marché positives non significatives. En règle générale, EADS n'investit que dans des instruments à court terme et/ou des instruments qui sont liés à un indice d'intérêts variable afin de minimiser davantage tout risque de taux d'intérêt dans sa trésorerie et son portefeuille de valeurs.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Risque de liquidité - Le Groupe a pour politique de maintenir suffisamment de disponibilités ou de disposer d'un financement suffisant grâce aux lignes de crédit négociées pour lui permettre de répondre à ses engagements futurs. Toute trésorerie excédentaire est investie dans des instruments financiers non spéculatifs, essentiellement des valeurs mobilières cotées en bourse négociées activement sur le marché.

b) Montants notionnels et risques de crédit

Les montants contractuels ou notionnels des instruments financiers dérivés indiqués ci-dessous ne représentent pas toujours les montants échangés par les parties et donc, ne sont pas obligatoirement une évaluation de l'exposition du Groupe à travers son utilisation de produits dérivés.

Les montants notionnels des instruments financiers dérivés sont les suivants, indiqués selon leur année prévisible d'échéance :

	Durée restante			2001	2000
	Jusqu'à 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans		
Contrats de change					
Contrats de vente à terme nets	6 160	19 094	4 800	30 054	16 705
Achats d'options de vente « put », nets	3 290	1 507	0	4 797	4 807
Ventes d'options d'achat « call », nettes	4 184	1 507	0	5 691	9 236
Contrats de taux d'intérêt :					
Swaps de taux d'intérêts	287	715	0	1 002	963
Achats de garanties de taux plafond (caps)	16	45	0	61	144
Ventes de taux plancher (floors)	16	45	0	61	69

EADS peut être exposée à des pertes liées aux crédits dans les limites de la non-performance des contreparties aux instruments financiers souscrits. EADS a créé toutefois un système de ligne de crédit au terme duquel chaque contrepartie autorisée (choisie parmi des sociétés et établissements financiers internationaux) bénéficie d'un plafond au titre des opérations de marché en cours. Les plafonds sont basés sur les notations attribuées par des agences de notation reconnues et sur les données de capitaux et de bénéfices nets de chaque contrepartie. Les responsables concernés vérifient régulièrement les risques encourus au regard des lignes de crédit. En raison de la qualité des contreparties sélectionnées, EADS estime que le risque de crédit global associé aux instruments financiers est approprié.

c) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est le prix auquel une partie pourrait prendre en charge les droits et/ou obligations d'une autre partie. Les justes valeurs des instruments financiers ont été déterminées en se référant aux informations du marché disponibles à la date du bilan et aux méthodologies d'évaluation décrites ci-dessous. En tenant compte du caractère variable des facteurs de détermination de leur valeur et du volume des instruments financiers, il se peut que les justes valeurs présentées ici ne soient pas forcément une bonne indication des montants que le Groupe pourrait réaliser sur le marché des changes.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les montants comptables et les justes valeurs des instruments financiers du Groupe sont les suivants :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2001		Au 31 décembre 2000	
	Montant comptable	Juste valeur	Montant comptable	Juste valeur
Instruments de trésorerie au bilan				
Actif :				
Éléments d'actif financiers	4 726	4 726	4 609	4 609
Valeurs mobilières de placement	5 341	5 341	4 682	4 682
Trésorerie	2 692	2 692	3 240	3 240
Passif :				
Éléments de passif financier	6 500	6 500	5 779	5 779
Instruments financiers dérivés				
Contrats de devises avec des justes valeurs positives	54	54	0	80
Contrats de devises avec des justes valeurs négatives	(3 673)	(3 673)	(1 746)	(2 432)
Contrats de taux d'intérêt avec des justes valeurs positives	38	38	0	0
Contrats de taux d'intérêt avec des justes valeurs négatives	(29)	(29)	0	0

Les gains et pertes de juste valeur au 31 décembre 2001 sur les contrats de devises ouverts qui couvrent des ventes futures de devises seront transférées des « autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés » (accumulated other comprehensive income) au compte de résultat lorsque les opérations correspondantes se produiront, au cours des exercices 2002 à 2008.

Éléments d'actif et de passif financier - Les justes valeurs sont basées sur des estimations en utilisant diverses techniques d'évaluation, telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. Toutefois, les méthodes et les hypothèses suivies pour présenter les informations apparaissant dans ces notes annexes sont fondamentalement discrétionnaires et comportent diverses limitations, dont :

- les justes valeurs présentées ne prennent pas en compte les incidences des fluctuations futures des taux d'intérêts et des devises,
- les estimations au 31 décembre 2001 et 2000 ne sont pas obligatoirement une indication des montants que la Société comptabiliserait à la cession/résiliation ultérieure des instruments financiers.

Les méthodologies utilisées sont les suivantes :

Placements à court terme, trésorerie, prêts à court terme, fournisseurs - Les montants comptables reflétés dans les comptes annuels sont des estimations raisonnables de la juste valeur en raison de la durée relativement courte entre la création de l'instrument et sa réalisation prévue.

Dettes à long terme ; dettes à court terme

Les dettes à long et à court terme ne sont pas classées comme des dettes détenues à des fins de transaction, par conséquent il n'y a pas de calcul de la juste valeur.

Titres de placement - La juste valeur des titres de placement figurant dans les valeurs mobilières de placement est estimée en fonction de leur cours de marché à la date du bilan.

Contrats de devises et de taux d'intérêt - La juste valeur de ces instruments est le montant estimé que la Société recevrait ou paierait pour régler les contrats associés aux 31 décembre 2001 et 2000.

d) Impact de l'adoption de la norme IAS 39 sur les capitaux propres et les postes individuels du bilan

Le Groupe a adopté la norme IAS 39 au 1^{er} janvier 2001. Conformément à cette norme, les états financiers comparatifs pour les exercices antérieurs à la date d'entrée en vigueur de cette norme n'ont pas été retraités. L'impact sur les « autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés » (accumulated other comprehensive income), représentant un poste des capitaux propres, et sur les postes correspondants du bilan est présenté dans les tableaux ci-après.

Récapitulatif des impacts sur les « autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés » (accumulated other comprehensive income)

(en millions d'euros)	Titres de placement	Instruments de couverture	Total
Solde des autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés au 31 décembre 2000	84	-	84
Adoption de la norme IAS 39 au 1^{er} janvier 2001 :			
Gains/ pertes sur les réévaluations à la juste valeur	-	(606)	(606)
Impôts différés	-	222	222
Solde au 1 ^{er} janvier 2001	-	(384)	(384)
Mouvements au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2001 :			
Gains/ pertes sur les variations de la juste valeur	(11)	(1 964)	(1 975)
Impôts différés	1	720	721
	(10)	(1 244)	(1 254)
Montants transférés au compte de résultat	-	311	311
Impôts différés	-	(114)	(114)
	-	197	197
Solde au 31 décembre 2001 :			
Montant brut des gains et pertes	73	(2 259)	(2 186)
Impôts différés	1	828	829
	74	(1 431)	(1 357)
Intérêts minoritaires		216	
		(1 215)	

Le montant de (1 215 millions d'euros) correspond à la variation totale des autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés relatifs aux instruments financiers en part du groupe (après déduction des intérêts minoritaires). Le lien avec le montant inscrit au tableau de variation des capitaux propres est le suivant : (1 215 millions d'euros) intègre (337 millions d'euros) relatifs à la première application d'IAS 39 et (878 millions d'euros) correspondant à la variation sur l'exercice de ces écarts de réévaluation au titre des instruments financiers. Le montant de 74 millions d'euros se rapportant au solde final de l'écart de réévaluation à la juste valeur cumulé relatif aux valeurs mobilières de placement après un mouvement de l'exercice de (10 millions d'euros) est reporté comme tel au tableau de variation de la situation nette consolidée.

Récapitulatif des impacts sur les postes individuels du bilan au 1^{er} janvier 2001

(en millions d'euros)	Titres de placement	Contrats de change	Contrats de taux d'intérêts	Total
Autres actifs circulants	-	80	-	80
Provisions (Dettes financières)	-	(686)	-	(686)
Sous-total	-	(606)	-	(606)
Impôts différés	-	222	-	222
Total, net des impôts différés	-	(384)	-	(384)

23. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe gère ses activités en 5 divisions ; une description des produits et services de chaque secteur générant des revenus est donnée ci-dessous :

- **Airbus** - Développement, production, commercialisation et vente d'avions commerciaux de ligne de plus de 100 sièges.
- **Transport militaire** - Développement, production, commercialisation et vente d'avions de transport militaires légers et moyens et d'avions de mission spéciaux.
- **Aéronautique** - Développement, production, commercialisation et vente d'hélicoptères civils et militaires, d'avions militaires de combat et d'entraînement, d'avions à hélices et d'avions commerciaux légers régionaux ; et de services de conversion et de maintenance d'avions civils et militaires.
- **Défense et systèmes civils** - Développement, production, commercialisation et vente de systèmes de missiles ; et fourniture de solutions d'électronique de défense, de télécommunications militaires et commerciales ; et services logistiques, de formation, d'essais, d'ingénierie et autres services associés
- **Espace** - Développement, production, commercialisation et vente de satellites, d'infrastructures et de lanceurs orbitaux ; et prestations de services de lancement.

Les chiffres d'affaires sont répartis en fonction du lieu d'établissement du client. Les actifs des secteurs sont répartis en fonction du lieu où se trouvent les unités opérationnelles respectives. Les dépenses d'investissement correspondent essentiellement à l'achat d'immobilisations corporelles et à l'augmentation du parc d'appareils donnés en location.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Les informations relatives aux secteurs d'activités du Groupe sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Airbus	Transport militaire	Aéro- nautique	Défense et Systèmes Civils	Espace	Siège/ Elimin.	Conso- lidés
2001							
Total, chiffres d'affaires	20 549	547	5 065	3 345	2 439	(1 147)	30 798
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	(12)	0	0	(14)	(63)	111	22
EBIT excluant les amortissements d'écarts d'acquisition et les éléments non-récurrents	1 655	1	308	(79)	(222)	31	1 694
Actifs des unités opérationnelles identifiables (y compris les écarts d'acquisition (goodwill))	27 264	568	7 187	5 583	3 462	4 651	48 715
Participations mises en équivalence	0	0	0	0	0	1 252	1 252
Total des dettes des unités opérationnelles	25 532	365	5 869	3 545	2 601	367	38 279
Dépenses d'investissement	1 433	63	281	159	99	161	2 196
Dotations aux amortissements et dépréciations, y compris dépréciations pour perte de valeur	1 625	21	278	1 147	331	158	3 560
Écarts d'acquisition (goodwill)	7 089	0	1 005	1 464	736	148	10 442
2000							
Total des chiffres d'affaires	11 398	249	4 254	2 463	2 183	(1 120)	19 427
Quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	0	45	(1)	48	92
EBIT excluant les amortissements d'écarts d'acquisition et les éléments non-récurrents	1 173	(28)	238	(79)	64	(230)	1 138
Actifs des unités opérationnelles identifiables (y compris les écarts d'acquisition (goodwill))	21 352	435	6 548	5 857	3 233	4 019	41 444
Participations mises en équivalence	0	0	0	125	29	1 164	1 318
Total des dettes des unités opérationnelles	19 094	269	5 176	2 983	1 951	1 500	30 973
Dépenses d'investissement	378	35	247	78	94	47	879
Dotations aux amortissements et dépréciations, y compris dépréciations pour perte de valeur	474	12	176	199	153	107	1 121
Écarts d'acquisition (goodwill)	3 310	0	1 056	2 675	915	93	8 049

Les ventes internes entre les unités opérationnelles se concluent principalement à des conditions de marché et concernent principalement les divisions Aéronautique et Airbus.

La plupart des actifs du Groupe sont situés dans l'Union européenne.

EADS utilise la notion d'« EBIT excluant les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition et les éléments non-récurrents » comme un indicateur clé de sa performance économique. L'expression « éléments non-récurrents » se réfère aux produits ou dépenses de nature non-récurrente, tels que les dotations aux amortissements des ajustements à la juste valeur se rapportant à la fusion EADS, au Regroupement Airbus et à la création de MBDA, ainsi que les charges liées aux dévaluations d'actifs. L'EBIT excluant les dotations aux amortissements des écarts d'acquisition et les éléments non-récurrents est considéré par le management d'EADS comme l'élément de mesure le plus précis de la performance économique du secteur d'activité.

	2001	2000
Bénéfices avant éléments financiers, impôts et intérêts minoritaires	2 514	176
Profit de dilution Airbus UK, MBDA	(2 794)	-
Amortissement des écarts d'acquisition et dépréciations correspondantes	1 466	277
Amortissement exceptionnel (immobilisations)	260	92
Amortissement exceptionnel (actifs financiers)	315	-
Amortissement exceptionnel (stocks)	275	483
Produits des investissements	(342)	110
EBIT excluant l'amortissement des écarts d'acquisition et les éléments non-récurrents	1 694	1 138

Chiffre d'affaires France (par destination) en millions d'euros	Alle- magne	Autres Pays Européens	Amérique du Nord	Amérique Latine	Asie	Autres Pays	Conso- lidé	
2001	3 521	3 588	6 728	10 394	1 749	3 138	1 680	30 798

Par comparaison, le chiffre d'affaires du Groupe en 2000 suivant la destination était essentiellement réalisé en Europe (10 275 millions d'euros), dont 2 778 millions d'euros en Allemagne et 2 735 millions d'euros en France. La contribution de l'Amérique du Nord au chiffre d'affaires s'élevait à 5 339 millions d'euros et celle de l'Amérique Latine à 798 millions d'euros.

24. RÉMUNÉRATIONS EN ACTIONS

Plans d'options de souscription d'actions

Le Conseil d'administration d'EADS a approuvé la création d'un plan d'options de souscription d'actions pour les 11 membres du Comité Exécutif et cadres dirigeants du Groupe. Des options pour la souscription de 8 524 250 actions d'EADS ont été attribuées le 12 juillet 2001 dont 780 000 ont été attribuées aux membres du Comité Exécutif. Environ 1 600 salariés du Groupe ont bénéficié d'options, qui ne peuvent être levées qu'après une période d'acquisition des droits (vesting period). Cette période d'acquisition des droits est de deux ans et quatre semaines à partir de la date d'attribution pour 50 % des options et elle est de trois ans pour les options restantes. Les options expirent dix ans après leur attribution.

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Le prix de levée est égal à 24,66 euros représentant 110% de la valeur de marché des actions à la date d'attribution. Les options ne peuvent être levées pendant les trois semaines précédant soit l'assemblée générale annuelle des actionnaires, soit l'annonce des résultats annuels ou semestriels ou la communication des éléments trimestriels.

Le tableau ci-après résume l'évolution du plan d'options de souscriptions d'actions :

	Nombre d'options	
	2001	2000
Solde au 1^{er} janvier	5 375 400	
Attribuées	8 524 250	5 564 884
Exercées	-	
Déchues	(597 825)	(189 484)
Solde au 31 décembre	13 301 825	5 375 400

Aucune charge relative au plan de stock option n'a été constatée au cours de l'exercice 2001.

Plan d'actionnariat des salariés (ESOP) 2001

En 2001, chaque salarié éligible a pu acquérir un nombre maximum de 500 actions à émettre dans le cadre du plan ESOP 2001. L'offre a été fractionnée en deux tranches entre lesquelles les salariés ont pu choisir. Le prix de souscription pour la tranche A était de 10,70 euros, calculé avec une décote de $_ 1$ par rapport au prix du marché le plus faible à la bourse de Paris le 12 octobre 2001 (fixé à 11,70 euros), jour fixé par le Conseil d'administration pour l'achat des actions. Le prix de souscription pour la tranche B correspondait au prix le plus élevé entre le prix de souscription de la tranche A ou 80% du cours moyen du marché à l'ouverture des actions EADS à la bourse de Paris au cours des vingt jours de bourse précédant le 12 octobre 2001, soit 10,70 euros.

Pendant la période d'acquisition des droits d'un an au moins dans le cadre de la tranche A et de cinq ans dans le cadre de la tranche B, les salariés ne peuvent vendre les actions, mais ils ont le droit de percevoir tous les dividendes versés et ont également la possibilité de voter aux assemblées générales annuelles des actionnaires. EADS a vendu 2 017 894 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euros dans le cadre des deux tranches. Aucune charge relative au plan ESOP 2001 n'a été constatée au cours de l'exercice 2001.

25. OPÉRATIONS ENTRE SOCIÉTÉS LIÉES

Sociétés liées - Le Groupe a conclu diverses opérations avec des sociétés liées en 2001 et 2000 qui ont toutes été réalisées dans l'exercice normal des activités à des conditions de marché. Les opérations avec des parties liées incluent l'Etat français, DaimlerChrysler, Lagardère, et SEPI (Etat espagnol). A l'exception des opérations avec l'Etat français, les opérations ne sont pas jugées significatives pour le Groupe, sur le plan individuel ou prises globalement. Les opérations avec l'Etat français incluent essentiellement les ventes réalisées par les divisions Aéronautique, Défense et Espace.

Rémunération - La rémunération des membres du Conseil d'Administration et les pensions et autres contributions versées aux anciens mandataires dirigeants à la retraite s'élèvent à 5,60 millions d'euros (2000 : 2,41 millions d'euros). Des provisions sont en outre enregistrées au titre des régimes de retraite à hauteur de 1,87 millions d'euros (2000 : 1,52 millions d'euros). Aucune rémunération n'a été versée aux membres du Conseil de surveillance et aucune pension, ni autre cotisation n'ont été versées aux mandataires non dirigeants à la retraite (2000 : 0,16 millions d'euros). Depuis la création d'EADS, il n'existe plus de membres du Conseil de Surveillance. Les montants de rémunération des membres du Conseil de Surveillance en 2000 sont relatifs à la société AerospatialeMatra. La rémunération précitée n'inclut pas la valeur des options de souscription d'actions ordinaires d'EADS accordées ou détenues par les membres du Conseil d'Administration. Pour plus d'informations à ce sujet, se reporter à la Note 24. EADS n'a accordé aucun prêt, ni avances, ni garanties pour le compte de membres du Conseil d'Administration en exercice ou à la retraite.

26. PLACEMENTS IMMOBILIERS

Le Groupe détient des placements immobiliers, provenant essentiellement des apports de Dasa à EADS. Les placements immobiliers qui sont loués à des tiers ont été comptabilisés à leur juste valeur au 1^{er} juillet 2000, conformément à la norme IAS 40.

Les indices légaux pour les terrains et valeurs d'assurance, de même que les revenus locatifs, ont été utilisés pour déterminer la juste valeur des placements immobiliers. Les justes valeurs retenues dans les états financiers d'EADS résultent principalement d'une expertise des placements immobiliers réalisée par un expert reconnu en date du 1 juillet 2000. Cette expertise n'a pas été actualisée, compte tenu des changements mineurs intervenus sur le marché depuis juillet 2000. Les bâtiments détenus en tant que placements immobiliers sont amortis linéairement sur leur durée de vie utile qui est de l'ordre de 40 à 50 ans. Les valeurs attribuées aux biens immobiliers sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Net au 31 décembre 2000	Acquisitions	Cessions	Dotations aux amortis- sements	Changement du périmètre de consolidation/gains ou pertes de change	Net au 31 décembre 2001
Valeur comptable des placements immobiliers	87	11	0	1	0	97

La juste valeur des placements immobiliers du groupe s'élève à 98 millions d'euros (2000 : 87 millions d'euros). Les loyers s'élèvent à 12 millions d'euros (2000 : 12 millions d'euros) et les charges d'exploitation afférentes à 7 millions d'euros (2000 : 7 millions d'euros).

27. BÉNÉFICES PAR ACTION

Bénéfices par action non dilués - Ils se calculent en divisant le résultat net distribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises au cours de l'exercice.

	2001	2000
Résultat net distribuable aux actionnaires	M € 1 372	M € (903)
Solde des actions ordinaires émises au début de l'exercice	807 157 667	100 actions d'une valeur nominale de NLG 100 1 000 par action
5 décembre 2001 - Emission de nouvelles actions en numéraire (ESOP 2001)	2 017 894	
3 avril 2000 - Conversion en € - valeur nominale par action 1 €		50 000
8 juillet 2000 - Emission d'actions en échange des apports de ASM, Dasa et Casa		715 003 828
13 juillet 2000 - Emission de nouvelles actions - Introduction en bourse		80 334 580
21 septembre 2000 - Emission de nouvelles actions contre des espèces (ESOP 2000)		11 769 259
Solde des actions ordinaires émises à la fin de l'exercice	809 175 561	807 157 667
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires émises	807 295 879	385 661 919
Bénéfices par action	€ 1,70	€ (2,34)

Bénéfices dilués par action - Pour leur calcul, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est ajusté pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentielles. La seule catégorie d'actions ordinaires potentielles dilutives du Groupe est constituée par les options de souscription d'actions. Dans la mesure où le prix de levée des options de souscription d'actions en vertu des plans de souscription d'actions initiés par le Groupe en 2001 et 2000 excède le prix des actions d'EADS, la prise en compte de ces actions ordinaires potentielles serait antidilutive. En conséquence, le résultat net ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires à émettre est le même pour les bénéfices dilués et non dilués, par action.

	2001	2000
Résultat net distribuable aux actionnaires	M € 1 372	M € (903)
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires émises	807 295 879	385 661 919
Bénéfices dilués par action	€ 1,70	€ (2,34)

28. EFFECTIF

L'effectif du groupe au 31 décembre 2001 était de 102 967 personnes contre à 88 879 au 31 décembre 2000.

ANNEXE : INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

2000	2001	Bureau	Siège
AIRBUS			
F	F	Airbus S.A.S	Toulouse (France)
F	F	Airbus France S.A.S	Toulouse (France)
F	F	Airbus Holding SA	France
F	F	EADS CASA S.A. (Entité : EADS CASA AIRBUS)	Madrid (Espagne)
F	F	SATIC G.I.E.	Colomiers (France)
F	F	Airbus Finance Company Holdings BV	Amsterdam (Pays-Bas)
F	F	Airbus Finance Company Ltd	Dublin (Irlande)
F	F	EADS Airbus Deutschland GmbH	Hamburg (Allemagne)
F	F	KID-Systeme GmbH	Buxtehude (Allemagne)
F	F	Aircabin GmbH	Laupheim (Allemagne)
F	F	DEX Beteiligungs- und Verwaltungs GmbH	Ottobrunn (Allemagne)
F	F	ZDW Beteiligungs- und Verwaltungs GmbH	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Airbus Beteiligungs GmbH	Ottobrunn (Allemagne)
P	F	Airbus Industrie G.I.E.	Blagnac (France)
P	F	AVSA SARL	Blagnac (France)
P	F	AI Participations S.A.R.L.	Blagnac (France)
P	F	Société Commerciale A-300 S.A.SOCA	Blagnac (France)
P	F	Airbus Simulators Services S.N.C. (ASS)	Blagnac (France)
P	F	Airbus Transport International S.N.C. (ATI)	Blagnac (France)
P	F	Airbus Military Company S.A.S.	Toulouse (France)
P	P	Groupement Immobilier Aéronautique S.A. (GIA)	France
P	F	Airbus Mauritius limited	Mauritius
E	E	Alexandra Bail G.I.E	France
P	F	Airbus China limited	Hong-Kong
P	F	Aircelle S.A.S	France
P	F	Airbus Ré S.A.	Luxemburg
P	F	AVSA Canada Inc	Canada
P	F	Airbus North American Holdings Inc. (AINA)	Etats-Unis
P	F	Airbus Service Company Inc. (ASCO)	Etats-Unis
P	F	AI leasing Inc.	Etats-Unis
P	F	Norbus U.S.A.	
P	F	AINA Inc.	Etats-Unis
P	F	128829 Canada Inc.	Canada
P	F	Airbus Industrie Financial Service Holdings B.V. (AIFS)	Pays-Bas
P	F	Airbus Industrie Financial Service Holdings Ltd.(AIFS)	Irlande
P	F	Airbus Industrie Financial Service Ltd. (AIFS)	Irlande
P	F	AIFS (Cayman) Ltd.	Iles Caïmans
P	F	AIFS Cayman Liquidity Ltd.	Iles Caïmans
P	F	A 320 Financing limited	Irlande
P	F	AIFI LLC	Ile de Man
		Frusco limited	Irlande
		Shadyac Limited	Irlande
F		Airbus UK Limited	Royaume-Uni
F		Airbus Invest	Toulouse (France)
F		EADS Aéro	Toulouse (France)
F		EADS Star Real Estate SAS	Boulogne (France)
E		Tenzing commucation inc	Etats-Unis

F : Consolidation par intégration globale P : Consolidation par intégration proportionnelle E : Méthode de la mise en équivalence

ANNEXE : INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

2000	2001	Bureau	Siège
DÉFENSE ET SYSTÈMES CIVILS			
-		EADS Deutschland GmbH Verkehrsleittechnik TB67	Unterschleißheim (Allemagne)
F	F	FmElo Elektronik- und Luftfahrtgeräte GmbH	Ulm (Allemagne)
F	F	HagenRoyaume-Uni Marinekommunikation GmbH	Flintbek (Allemagne)
F	F	EUROBRIDGE Mobile Brücken GmbH	Friedrichshafen (Allemagne)
F	F	EADS Deutschland GmbH – Verteidigung und Zivile Systeme	Ulm (Allemagne)
F	F	Dornier Verteidigung und Zivile Systeme	Friedrichshafen (Allemagne)
F	F	EADS Funkkommunikation GmbH	Ulm (Allemagne)
F	F	Ewation GmbH	Ulm (Allemagne)
F	F	Matra Aerospace Inc. (M.A.I.)	Frederick, Maryland (Etats-Unis)
F	F	Fairchild Controls Corporation	Frederick, Maryland (Etats-Unis)
F		Germantown Holding Company	Frederick, Maryland (Etats-Unis)
F	F	Manhattan Beach Holdings Co.	Frederick, Maryland (Etats-Unis)
F	F	Matra Systemes & Information	Vélizy (France)
F	F	APIC Arcueil (France)	
F		G 2 I Vélizy (France)	
F	F	EADS Services	Boulogne (France)
	F	Pentastar Holding	Paris (France)
	F	Aviation Defense Service S.A.	Saint-Gilles (France)
F	F	M.C.N. SAT HOLDING	Vélizy (France)
F	F	MULTICOMS (MNC Sat Services)	Sèvres (France)
F		Matra Global Netservices (Grolier Network)	Boulogne (France)
F	F	International Test & Services	Vélizy (France)
	F	TYX Corp.	Reston, Virginie, Etats-Unis
	F	ARC Californie, Etats-Unis	
	F	ARC-IAI	San Antonio, Texas, Etats-Unis
F	F	M.P. 13	Paris (France)
F	F	EADS Matra Datavision S.A.	Paris (France)
F	F	EADS Matra Datavision International	Les Ulis (France)
F	F	EADS Matra Datavision Ltd	CovAcquisition (Royaume-Uni)
F	F	EADS Matra Datavision AG	Regensdorf (Suisse)
F	F	EADS Matra Datavision Benelux	Bruxelles (Belgique)
F	F	EADS Matra Datavision Asia Pacific	Wanchai (Hong-Kong)
F	F	EADS Matra Datavision B.V.	Leiden (Pays-Bas)
F	F	EADS Matra Datavision GmbH	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Matra Datavision Iberia	Madrid (Espagne)
F	F	EADS Matra Datavision Inc.	Andover (Etats-Unis)
F	F	EADS Matra Datavision Kk	Tokyo (Japon)
F	F	EADS Matra Datavision SpA	Turin (Italie)
F	F	Open Cas Cade	Paris (France)
	F	ETP SPA	Turin (Italie)
F	F	Matra Defense	Vélizy (France)
F	F	Matra Holding GmbH	Francfort (Allemagne)
P	P	MBDA SAS	Vélizy (France)
P	P	MBDA Man. S.A	Vélizy (France)
P	P	ALKAN	Valenton (France)
P	P	MBDA France	Vélizy (France)
P	P	MBDA Royaume-Uni Ltd.	Stevenage, Herts (Royaume-Uni)
P	P	Matra Electronique	La Croix-Saint-Ouen (France)
F	P	MBDA Missiles S.A.	Chatillon-sur-Bagneux (France)
P	P	MBDA Inc	Westlack, Californie (Etats-Unis)
	P	MBDA Italie SpA	Rome (Italie)
	P	MBDA Treasury	Jersey (Royaume-Uni)
	P	Marconi Oversight Ltd.	Chelmsford (Royaume-Uni)

F : Consolidation par intégration globale P : Consolidation par intégration proportionnelle E : Méthode de la mise en équivalence

ANNEXE : INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

2000	2001	Bureau	Siège
	P	AMS Dynamics Ltd:	Guernesey (Royaume-Uni)
P	P	Celerg Le Plessis-Robinson (France)	
F	F	Celerg international	Le Plessis-Robinson (France)
F	F	International de systemes propulsifs	Paris (France)
F	F	LFK – Lenkflugkörpersysteme GmbH	Unterschleißheim (Allemagne)
F	F	TDW- Ges. für verteidigungstechnische Wirksysteme GmbH	Schrobenhausen (Allemagne)
F	F	EADS Deutschland GmbH – VA (Restaktivitäten)	Unterschleißheim (Allemagne)
F	F	TAURUS Systems GmbH	Schrobenhausen (Allemagne)
P	P	Bayern-Chemie Gesellschaft für flugchemische Antriebe mbH	Aschau/Inn
P	P	Propulsion Tactique S.A.	La Ferté-Saint-Aubin (France)
P	P	TDA – Armements S.A.S.	La Ferté-Saint-Aubin (France)
P	P	Forges de Zeebrugge S.A.	Herstal-Liège (Belgique)
F	F	EADS Defence & Security Networks	Bois d'Arcy (France)
F	F	Matra Radio Systems	Madrid (Espagne)
F	F	AEG Mobile Communication	Ulm (Allemagne)
F	F	Matra Communications Mexico	Mexico DF (Mexique)
F	F	EGT Bruxelles (Belgique)	
F	F	MC Denmark	Copenhague (Danemark)
F	F	MC Italie	Milan (Italie)
F	F	Matra Comunicaciones de Espana	Barcelone (Espagne)
E		Nortel Networks Allemagne GmbH & Co KG	Friedrichshafen (Allemagne)
F	F	Matra Nortel Holding (MNH)	Paris (France)
F	F	MATRAnet	Vélizy (France)
F	F	MATRAnet Inc.	Redwood Shores, Californie (Etats-Unis)
F	F	Matra Communication Etats-Unis Inc	Dallas, Texas (Etats-Unis)
F	F	Intecom Inc	Dallas, Texas (Etats-Unis)
F	F	Intecom Holding ULC	Dallas, Texas (Etats-Unis)
F	F	Intecom Canada Inc	Dallas, Texas (Etats-Unis)
F	F	Pyderion Contact Technologies Inc.	Dallas, Texas (Etats-Unis)
F	F	Cogent Royaume-Uni	
E		Matra Nortel Communications	Quimper (France)
ESPACE			
		Aerospatiale Matra Lanceurs Stratégiques et Spatiaux	Paris (France)
F	F	Amanthea Holding B.V.	Amsterdam (Pays-Bas)
P	P	ASTRIUM GmbH	Munich (Allemagne)
P	P	ASTRIUM Ltd.	Stevenage (Royaume-Uni)
P	P	ASTRIUM N.V.	La Haye (Pays-Bas)
P	P	ASTRIUM SAS	Toulouse (France)
	P	Computadoras, Redes e Ingenieria SA (CRISA)	Madrid (Espagne)
F	F	EADS CASA S.A. (Division : EADS CASA Aérospatiale)	Madrid (Espagne)
F	F	EADS Deutschland GmbH – Space Services	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Dornier Raumfahrt Holding GmbH	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Launch Vehicles	Vélizy (France)
F	F	Global DASA LLC	New-York (Etats-Unis)
E	E	Loral Dasa Globalstar L.P.	New-York (Etats-Unis)
P	P	Matra Marconi Space UK Ltd.	Stevenage (Royaume-Uni)
		Matra Space Systems Participations BV	La Haye (Pays-Bas)
P	P	MMS Space Holdings N.V.	Amsterdam (Pays-Bas)
P	P	MMS Systems Ltd	Stevenage (Royaume-Uni)
E	E	Nahuelsat S.A.	Buenos Aires (Argentine)
F	P	NRSCL Infoterra Ltd	Southwood (Royaume-Uni)
		Sodern Limeil-Brevannes (France)	
		Spot Image	Toulouse (France)
P		TESAT-Spacecom GmbH & Co. KG	Backnang (Allemagne)

F : Consolidation par intégration globale P : Consolidation par intégration proportionnelle E : Méthode de la mise en équivalence

ANNEXE : INFORMATIONS SUR LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

2000	2001	Bureau	Siège
AVIONS DE TRANSPORT MILITAIRE			
F	F	EADS CASA S.A. (Entité : EADS CASA Military Transport Aircraft)	Madrid (Espagne)
AÉRONAUTIQUE			
F	F	Elbe Flugzeugwerke GmbH	Dresde (Allemagne)
F	F	EADS EFW Beteiligungs- und Verwaltungsgesellschaft GmbH	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Sogerma S.A.	Mérignac (France)
F	F	EADS Seca S.A.	Le Bourget (France)
F	F	Barfield B.C.	Miami, Floride (Etats-Unis)
F	F	EADS Revima S.A.	Tremblay-en-France (France)
F	F	Composites Aquitaine S.A.	Salaunes (France)
F	F	Maroc Aviation S.A.	Casablanca (Maroc)
F	F	Noise Reduction Engineering B.C.	Washington D.C. (Etats-Unis)
F	F	Aerobail GIE	Paris (France)
F	F	EADS Aeroframe services LLC	Lake Charles, Louisiane (Etats-Unis)
	F	EADS Sogerma Tunisie	Monastir (Tunisie)
F	F	Eurocopter Holding S.A.	Paris (France)
F	F	Eurocopter S.A.	Marignane (France)
F	F	Eurocopter Deutschland GmbH	Munich (Allemagne)
F	F	American Eurocopter Corp.	Dallas, Texas (Etats-Unis)
F	F	Eurocopter Canada Ltd.	Ontario (Canada)
F	F	Eurocopter South East Asia	Singapour
F	F	Helibras - Helicopteros do Brasil S.A.	Itajuba (Brésil)
F	F	EADS Socata S.A.	Le Bourget (France)
F	F	EADS Deutschland GmbH – Military Aircraft	Munich (Allemagne)
F	F	Dornier Flugzeugwerft GmbH	Manching (Allemagne)
F	F	EADS CASA S.A. (Unit: EADS CASA Military Aircraft)	Madrid (Espagne)
F	F	EADS ATR S.A.	Toulouse (France)
P	P	ATR GIE	Toulouse (France)
E		Fairchild Dornier Luftfahrt Beteiligungs GmbH	Oberpfaffenhofen (Allemagne)
SIÈGE			
F	F	EADS France	Paris (France)
F	F	EADS Deutschland GmbH – Zentrale	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Deutschland GmbH, LO - Liegenschaften OTN	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Deutschland GmbH, FO - Forschung	Munich (Allemagne)
F	F	EADS Raumfahrt Beteiligungs GmbH	Ottobrunn (Allemagne)
F	F	DADC Luft- und Raumfahrt Beteiligungs AG	Munich (Allemagne)
F	F	Dornier Zentrale	Friedrichshafen (Allemagne)
F	F	EADS CASA S.A. (Siège)	Madrid (Espagne)
E	E	Dassault Aviation	Paris (France)
E	E	Dassault International France	Vaucresson (France)
E	E	Dassault Falcon Jet and subsidiaries	Teterboro NJ (Etats-Unis)
E	E	Sogitec Industries	Suresnes (France)
E	E	Dassault Falcon Service	
E	E	IPS	
E	E	Dassault Aero Service	
E	E	Dassault Assurances Courtage	
E	E	Dassault International Inc	Paramus, New-Jersey (Etats-Unis)
E	E	Société Toulouse Colomiers	
	F	Airbus Financial Company Holding B.V.	Dublin (Irlande)
F		S.C.I. Matra Toulouse	Toulouse (France)

F : Consolidation par intégration globale P : Consolidation par intégration proportionnelle E : Méthode de la mise en équivalence

COMPTES STATUTAIRES D'EADS N.V.

BILANS

(en millions d'euros)		au 31 décembre	
Actif	Note	2001	2000
Ecarts d'acquisition	3	5 068	5 695
Actifs financiers	3	2 232	3 130
Actif immobilisés		7 300	8 825
Créances d'exploitation	4	2 825	254
Valeurs mobilières de placement	5	5 047	2 482
Disponibilités		828	2 081
Actif circulant		8 700	4 817
Impôts différés		22	32
Total Actif		16 022	13 674
Passif et capitaux propres			
Capital social		809	807
Réserves		9 068	9 443
Capitaux propres	6	9 877	10 250
Autres dettes d'exploitation	7	6 145	3 424
Dettes		6 145	3 424
Total Passif		16 022	13 674

COMPTES DE RÉSULTAT

(en millions d'euros)	2001	2000
Résultat des participations	1 807	(401)
Autres charges	(435)	(149)
Résultat net de l'exercice	1 372	(550)

NOTES AUX COMPTES STATUTAIRES

1. GÉNÉRALITÉS

EADS N.V. a son siège social à Amsterdam (Pays-Bas) et a pour objet de détenir, de coordonner et de gérer des participations ou d'autres intérêts, de financer et d'assumer les obligations financières, de se porter caution et/ou de garantir les dettes d'entités juridiques, de groupements, d'associations à but commercial et d'entreprises qui interviennent dans l'industrie aéronautique, de la défense, de l'espace ou des communications, ou des activités qui sont complémentaires, accessoires ou contribuent aux dites industries.

La description des activités de la société et de la structure du groupe, telle qu'elle est donnée dans les notes annexes des comptes consolidés, s'applique aussi aux comptes sociaux de la société. Conformément à l'article 402 Livre 2 du Code civil néerlandais, le compte de résultat est présenté sous forme abrégée.

2. PRINCIPES COMPTABLES

Sauf mention particulière, les principes comptables décrits dans les notes annexes des comptes consolidés s'appliquent également aux comptes sociaux de la société.

3. IMMOBILISATIONS

Les variations des immobilisations s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Ecarts d'acquisition (Goodwill)	Actifs financiers Participations	Total
Solde au 31 décembre 2000	5 695	3 130	8 825
Acquisitions	-	498	498
Amortissement des écarts d'acquisition	(462)	-	(462)
Reclassements	(165)	165	0
Produits nets des participations	-	1 807	1 807
Ajustements à la juste valeur des instruments financiers/ autres	-	(1 362)	(1 362)
Profits de dilution	-	(2 006)	(2 006)
Solde au 31 décembre 2001	5 068	2 232	7 300

Des informations complémentaires relatives aux écarts d'acquisition (goodwill) sont incluses dans la note annexe des comptes consolidés intitulée «Formation d'EADS en 2000».

Le reclassement des écarts d'acquisition (M€ 165) dans les actifs financiers est lié à Nortel Networks Allemagne. Les ajustements à la juste valeur des instruments financiers/ autres reflètent l'impact sur les autres écarts de réévaluation à la juste valeur (other comprehensive income) de l'application de la norme IAS 39 (voir note 4 de l'annexe aux comptes consolidés).

Le profit de dilution est lié à l'opération Airbus UK. Le montant de M€ 2 006 reflète la quote-part de EADS N.V. (80%) dans Airbus. Pour de plus amples détails, se reporter à la note 4 de l'annexe aux comptes consolidés.

4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

(en millions d'euros)	2001	2000
Créances sur les filiales	2 675	159
Créances sur les sociétés liées	47	21
Autres actifs	103	74
Total créances clients et autres créances	2 825	254

L'augmentation des créances sur les filiales est la conséquence du transfert des activités de gestion centralisée de la trésorerie des sociétés d'Aerospatiale Matra d'EADS France à EADS N.V.

Les créances clients et autres créances sont toutes à échéance de moins d'un an.

5. VALEURS MOBILIÈRES

Les valeurs mobilières se composent principalement de « Titres de placement ».

6. CAPITAUX PROPRES

Solde au 31 décembre 2000	807	8 459	984	10 250
Augmentation de capital	2	-	19	21
Résultat net	-	-	1 372	1 372
Autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés	-	-	(1 362)	(1 362)
Dividendes versés	-	-	(404)	(404)
Solde au 31 décembre 2001	809	8 459	609	9 877

Se reporter à la note 16 de l'annexe aux comptes consolidés pour des informations détaillées concernant l'évolution des capitaux propres.

Les réserves comprennent un montant de réserves non distribuables de M€ 240, au titre des intérêts minoritaires. Les différences de conversion cumulées dégagées lors de la conversion des états financiers des sociétés étrangères sont incluses dans les postes «autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés» et «autres réserves». Les autres écarts de réévaluation à la juste valeur cumulés correspondent principalement aux ajustements à la juste valeur des instruments financiers des filiales.

7. AUTRES DETTES

(en millions d'euros)	2001	2000
Dettes à l'égard des filiales	5 829	3 399
Dettes à l'égard des sociétés liées	214	0
Autres dettes	102	25
Total	6 145	3 424

Les dettes à l'égard des filiales comprennent principalement des dettes liées à la gestion centralisée de la trésorerie au sein d'EADS N.V.

L'augmentation est la conséquence du transfert des activités de gestion centralisée de la trésorerie des anciennes sociétés d'Aerospatiale Matra d'EADS France à EADS N.V.

8. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Des garanties ont été données au nom d'autres sociétés du Groupe pour un montant total de M€ 879 (2000 : M€ 789).

9. RÉMUNÉRATIONS

Se reporter à la note 25 de l'annexe aux comptes consolidés d'EADS.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

1. RAPPORT DES AUDITEURS

Rapport des auditeurs (traduction française du rapport original rédigé en anglais - seule la version originale fait foi)

Nous avons audité les états financiers d'EADS N.V., Amsterdam pour l'exercice clos le 31 décembre 2001. Ces états financiers relèvent de la responsabilité de la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.

A l'exception de la question évoquée dans le paragraphe suivant, nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit applicables aux Pays Bas et selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers. Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Pour des raisons commerciales propres à la direction de Dassault Aviation, nous n'avons pas eu accès aux informations contenues dans les dossiers des auditeurs de cette société. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'effectuer les procédures d'audit que nous aurions normalement effectuées concernant les montants relatifs à cette société, participation qui est comptabilisée par mise en équivalence. La quote-part du résultat net et des capitaux propres de Dassault Aviation résultant de la mise en équivalence comptabilisée par EADS au titre de l'exercice 2001 et au 31 décembre 2001 s'élèvent respectivement à 111 millions d'euros nets d'impôts et 1 252 millions d'euros.

Les états financiers d'EADS ont été préparés conformément aux principes comptables applicables aux Pays Bas. Ces états financiers ont également été préparés conformément aux normes comptables internationales (IFRS), à l'exception de la comptabilisation en charges des frais de développement au cours de l'exercice durant lequel ils sont engagés. Lorsque certains critères de capitalisation sont remplis, les principes comptables applicables aux Pays Bas et les normes IFRS requièrent que les frais de développement soient inscrits en immobilisations incorporées au cours de l'exercice durant lequel ils sont engagés.

De plus, KPMG Accountants N.V. estime que la méthode de comptabilisation de l'intérêt de 37,5 % d'EADS N.V. dans MBDA constitue également une exception aux principes comptables applicables aux Pays Bas et aux normes comptables internationales (IFRS). EADS N.V. comptabilise cette participation selon la méthode de l'intégration proportionnelle à un taux de 50 % avec constatation d'intérêts minoritaires de 12,5 %. Les principes comptables applicables aux Pays Bas et les normes comptables internationales (IFRS) requièrent d'un partenaire à une joint venture qu'il consolide sa participation dans cette dernière au taux effectif de détention. Au 31 décembre 2001, les principaux effets d'une intégration proportionnelle à un taux supérieur à celui effectif de la détention dans MBDA sont de surévaluer les soldes de disponibilités et d'intérêts minoritaires au bilan consolidé d'EADS N.V. de 6 % et de 11 % respectivement, et de surévaluer la trésorerie d'EADS N.V. (y compris les valeurs mobilières de placement) dans le tableau des flux de trésorerie consolidés de 2 %.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Selon KPMG Accountants N.V. et Andersen, à l'exception de l'incidence des redressements qui auraient pu, le cas échéant, se révéler nécessaires si nous avions été en mesure d'effectuer les procédures d'audit que nous aurions normalement effectuées concernant les montants comptabilisés par mise en équivalence relatifs à Dassault Aviation en raison de la limitation de nos procédures de vérification, et à l'exception de l'incidence de la divergence par rapport aux normes IFRS indiquée ci-avant relatives à la comptabilisation des charges de développement, et selon KPMG Accountants N.V., à l'exception de l'incidence de la divergence par rapport aux principes comptables applicables aux Pays Bas et aux normes comptables internationales (IFRS) relative à l'intégration proportionnelle de MBDA, les états financiers donnent une image sincère et fidèle de la situation financière d'EADS N.V. au 31 décembre 2001, ainsi que du résultat de ses opérations et de ses flux financiers pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis aux Pays Bas et aux normes comptables internationales (IFRS) et respectent dans tous les autres domaines les dispositions statutaires applicables reprises au Chapitre 9 du 2ème Tome du Code Civil Néerlandais.

La Haye, le 15 mars 2002

KPMG Accountants N.V.

KPMG Accountants N.V.

Rotterdam, le 15 mars 2002

Arthur Andersen

Arthur Andersen

2. AFFECTATION DU RÉSULTAT

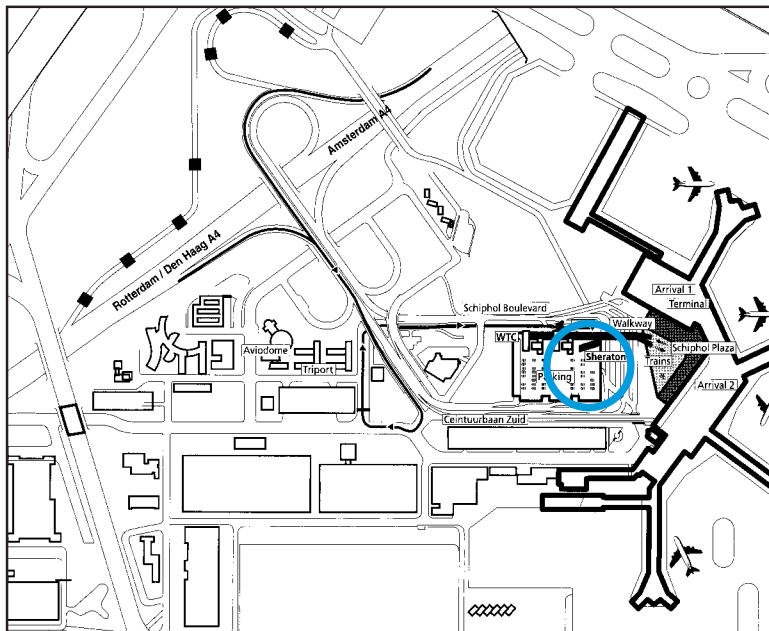
Les articles 30 et 31 des Statuts stipulent que le Conseil d'administration détermine la part du résultat qui sera affectée aux réserves. L'assemblée générale des actionnaires ne peut décider d'une distribution des réserves que sur proposition du Conseil d'administration et dans la mesure où cela est en accord avec la loi et les Statuts. Les dividendes ne doivent être versés qu'après l'approbation des comptes annuels et dans la mesure où ceux-ci font apparaître que les capitaux propres de la société sont supérieurs au capital souscrit appelé versé augmenté des réserves légales.

Il sera proposé à l'assemblée générale annuelle des actionnaires que, sur les bénéfices nets de 1 372 millions d'euros figurant dans le compte de résultat de l'exercice 2001, un montant de 967 millions d'euros soit affecté aux autres réserves et que le reliquat de 405 millions d'euros soit distribué aux actionnaires à titre de dividende, soit un montant brut de 0,50 euro par action.

3. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Aucun événement susceptible de figurer en annexe des comptes ne s'est produit après le 31 décembre 2001. Le Conseil d'administration a arrêté les états financiers le 15 mars 2002.

Pour se rendre à l'hôtel Sheraton de l'aéroport d'Amsterdam



A4 : de La Haye/Rotterdam et Amsterdam

De l'autoroute A4, prendre la sortie "Schiphol" et suivre le panneau "WTC Kantoren/Sheraton" jusqu'au parking du Sheraton.

Du parking, prendre l'ascenseur jusqu'au deuxième étage.

Au deuxième étage (vous êtes maintenant sur la passerelle piétonne) tourner à droite en direction des zones d'arrivées et de départs de l'Aéroport de Schiphol.

L'entrée de l'hôtel Sheraton d'Amsterdam se trouve à 50 mètres, sur la droite.

Information Actionnaires :

(appel gratuit)

France : 0800 01 2001

Allemagne : 00 800 00 02 2002

Espagne : 00 800 00 02 2002

@messagerie internet : comfi@eads.net



European Aeronautic Defence and Space Company EADS N.V.

Société anonyme de droit néerlandais (naamloze vennootschap)

Le Carré, Beechavenue 130-132, 1119 PR Schiphol-Rijk, Pays-Bas

immatriculée auprès de la Chambre de Commerce d'Amsterdam sous le numéro 24288945